

L'impérialisme américain, des origines aux guerres d'Irak et d'Afghanistan

**Cercle Léon Trotsky
du 7 décembre 2007**

De la guerre qui ravage l'Irak au retour en force des taliban en Afghanistan, des rodomontades contre l'Iran à l'étau qui enserme le peuple palestinien, en passant par les menaces d'effondrement général du système financier mondial, les risques qui pèsent sur l'environnement, la misère qui touche des pans entiers de la population de l'Amérique latine ou des Caraïbes, les responsabilités de l'impérialisme américain dans les crises actuelles sont écrasantes. Le pays qui est à la pointe de la technologie, qui compte les plus grands scientifiques et les plus grandes universités, le pays le plus riche, dont la culture se diffuse au monde entier, utilise aujourd'hui ses armes ultrasophistiquées et ses ressources pour semer la terreur et la désolation, pour provoquer des coups d'État et des guerres civiles, pour soutenir des dictatures et écraser des peuples.

Et pourtant, Sarkozy, Kouchner et bien des politiciens, des journalistes, des intellectuels nous expliquent que les États-Unis sont de vieux amis avec qui la France n'a jamais été en guerre, qu'ils sont venus deux fois à notre secours, qu'ils ont libéré l'Europe du fascisme et du nazisme et qu'ils ont sauvé la démocratie. Il y a un mois, Sarkozy a ainsi expliqué au Congrès américain, sans craindre le ridicule : « *Chaque fois que dans le monde tombe un soldat américain, je pense à ce que l'armée d'Amérique a fait pour la France.* »

Alors ce soir, nous voudrions dresser un bilan de cette politique étrangère américaine, en commençant par évoquer les origines de ce pays jeune, qui

était encore en formation vers 1850 et qui est devenu en moins d'un siècle la première puissance mondiale. Comment, après avoir fait profession d'isolationnisme et d'anticolonialisme pendant 150 ans, les États-Unis se sont-ils imposés au reste du monde ? Comment s'exerce aujourd'hui la domination d'un pays qui ne compte que 5 % de la population mondiale ?

Si ce Cercle Léon Trotsky est consacré à la dénonciation de l'impérialisme américain, ce n'est pas que nous pensions qu'il soit par nature plus infâme ou plus immoral que l'impérialisme français. Nous ne sommes pas anti-américains, car nous sommes internationalistes. Nous rejetons toutes les formes de nationalisme – et l'anti-américanisme est une des formes qu'a souvent prises le chauvinisme français, de De Gaulle au Parti Communiste, en passant par bien d'autres. Nous discutons de la politique de l'impérialisme américain parce que nous combattons le capitalisme et que les États-Unis, étant les plus puissants, ont joué un rôle essentiel, notamment depuis 1945. Mais si l'impérialisme français est aujourd'hui de seconde zone, il n'a rien à envier, par ses méthodes et ses forfaits, à celui des États-Unis. Tout au plus peut-on dire que, dans le brigandage, dans la rapine à laquelle se livrent les grandes puissances, les États-Unis occupent la première place. C'est aux forfaits de ce chef de gang que nous allons consacrer cet exposé.

De la formation des États-Unis d'Amérique à la Première Guerre mondiale

Une république bourgeoise

L'impérialisme au sens moderne du terme – c'est-à-dire celui du stade avancé du capitalisme, fondé sur l'exportation des capitaux, sur la mainmise sur des pays et des régions du monde afin de permettre au capital financier de ne pas étouffer dans ses murs – cet impérialisme-là donc, date, pour les États-Unis comme pour les grandes puissances européennes, de la fin du XIX^e siècle. Mais dès que, un siècle plus tôt, les treize anciennes colonies britanniques de la côte Atlantique s'étaient associées pour former les États-Unis, ses dirigeants avaient regardé au-delà des seules frontières qui les constituaient. Les dirigeants des colons d'Amérique ont mené, lors de leur guerre d'indépendance contre la Grande-Bretagne entre 1776 et 1783, le premier soulèvement contre une domination coloniale. Mais les insurgés américains n'étaient pas des esclaves noirs se soulevant contre leurs maîtres, comme ce fut le cas peu après à Saint-Domingue, la future Haïti. C'étaient des descendants de colons venus d'Europe, et leurs dirigeants étaient de riches bourgeois, qui n'acceptaient plus le pacte colonial, c'est-à-dire le lourd tribut fiscal et économique prélevé par la Grande-Bretagne, ainsi que l'obligation de commercer avec elle plutôt qu'avec les autres pays ou même les autres colonies. En bourgeois, les « patriotes » américains voulaient la liberté de commercer et d'entreprendre. Et l'État qui sortit de la guerre d'Indépendance défendait ces intérêts-là seulement.

La fameuse Constitution des États-Unis ne mentionnait même pas les Indiens. Elle ne reconnaissait aucun droit aux Noirs. Et les dirigeants du nouvel État ne voulaient pas non plus laisser les Blancs pauvres interférer dans les affaires de la bourgeoisie : les non-propriétaires étaient souvent privés de droits civiques et de nombreux garde-fous institutionnels, comme la séparation des pouvoirs, le suffrage indirect, les deux chambres du Congrès dont un Sénat renouvelé par tiers, étaient mis en place contre ce qu'ils appelaient la « tyrannie de la populace ». Les capitales des différents États et même celle de l'Union, Washington, furent délibérément choisies à l'écart des principaux centres de population. Le nouvel État se construisait en massacrant les Indiens, sur la sueur et le sang des esclaves noirs, et même contre les Blancs pauvres.

Les États-Unis se sont développés extrêmement vite – Washington, qui commandait les armées de la jeune nation avant d'en devenir le premier président, en parlait comme d'un « empire qui se lève » dès 1783. Le pays a été, dès ses origines, la nation capitaliste par excellence, le capitalisme à l'état pur si on peut dire. En Europe, à la même époque, la société était marquée par la féodalité et par les archaïsmes de l'Ancien Régime. La bourgeoisie se

heurtait à un fatras d'arriérations : le parasitisme de l'aristocratie, du clergé et des monarchies ; le morcellement du territoire en une multitude de fiefs, de duchés et autres principautés, qui ne faisaient souvent pas plus de quelques dizaines de kilomètres carrés, mais qui représentaient autant d'impôts, de péages, de taxes, de privilèges, de monnaies, de systèmes de poids et mesures ou de législations différentes. En France, cela fut vrai au moins jusqu'à la Révolution ; en Allemagne, l'unité ne fut réalisée qu'en 1871, et encore tout en préservant des royaumes et autres archaïsmes ; en Grande-Bretagne, tout au long du XIX^e siècle, l'aristocratie a continué à peser et la monarchie n'a pas été abolie. Aux États-Unis, le territoire était, pour l'essentiel, libre de tout cet héritage de l'Ancien Régime, il était vierge d'une certaine manière. La bourgeoisie et le capitalisme pouvaient s'y développer sans autres entraves que les Indiens.

Une nation jeune et expansionniste

Dès ses premières années, la République américaine, qui était encore, par rapport aux vieilles puissances européennes, un État petit, s'est affrontée à celles-ci. Ainsi, dix ans après leur naissance, les États-Unis ont été en guerre avec la France, qui avait pourtant été l'alliée des colonies américaines contre les Anglais ! C'était en 1798 : la France était en guerre avec l'Angleterre, notamment dans les Caraïbes. La Révolution française rencontrait un certain soutien dans les couches populaires des États-Unis et une hostilité comparable chez leurs dirigeants, qui choisirent bientôt le camp britannique. Ils firent voter une législation permettant d'expulser les Français, censés être de dangereux agitateurs républicains. Et les affrontements navals et les prises de navires se multiplièrent entre Français et Américains, au cours d'une guerre non déclarée mais réelle, de 1798 à 1800. Accessoirement, les États-Unis, malgré leur hostilité au nouvel État noir indépendant, aidèrent Toussaint Louverture, qui luttait à Saint-Domingue contre la tutelle française. En 1800, France et États-Unis firent la paix et, en 1803, les États-Unis devaient acheter la Louisiane à la France, un vaste territoire, bien plus grand que la Louisiane d'aujourd'hui.

En fait, au-delà de l'hostilité vouée à la Révolution française par les dirigeants américains – pour l'essentiel issus des grandes familles bourgeoises, quand ils n'étaient pas tout simplement des planteurs esclavagistes cossus, à l'instar de Washington, de Jefferson et de tant d'autres – ce que cette première guerre montrait, c'était surtout la détermination des États-Unis à garantir la navigation de leurs bateaux de commerce. Cette résolution fit d'emblée partie des objectifs de la politique étrangère américaine.

Alors qu'en Europe on se battait encore pour des raisons dynastiques, c'est pour protéger leurs intérêts commerciaux à l'étranger, notamment les exportations des produits de leur agriculture, que, dès leurs débuts, les États-Unis ont fait usage de la force. Au cours du seul XIX^e siècle, les États-Unis sont intervenus militairement 99 fois à l'étranger. C'était parfois bien loin, par

exemple dans la Méditerranée dès 1801-1805, contre le pacha de Tripoli. C'était une petite guerre où il s'agissait pour les Américains de protéger leurs bateaux de commerce de la piraterie. Le président Jefferson envoya une escadre de frégates qui attaquèrent les bateaux du pacha, firent le blocus de Tripoli où le consul américain fomenta une « révolution », levant une armée de quelque 400 hommes et contraignant le sultan à accepter un accord satisfaisant pour Washington. Cette guerre connut un autre épisode, en 1815, qui opposa cette fois-ci la marine américaine non seulement au pacha de Tripoli, mais aussi aux sultans d'Alger et de Tunis ; désormais, les États-Unis auraient en permanence une escadre en Méditerranée. L'histoire américaine a appelé cela la guerre « barbaresque » ; et comme les « barbares » étaient musulmans, après le 11 septembre 2001, plusieurs auteurs américains ont vu, sans rire, dans ces expéditions navales les origines du choc des civilisations et la première « guerre contre la Terreur » menée par les États-Unis !

Cependant, en 1801, les États-Unis n'avait guère les moyens de mener de grandes entreprises loin de leurs bases. Entre 1812 et 1815, pour protéger leur commerce et garantir leurs frontières, ils durent mener sur leur propre territoire une nouvelle guerre contre la Grande-Bretagne. Il leur fallait d'abord consolider leur place au sein même des Amériques. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit la doctrine Monroe de 1823. Les colonies espagnoles en Amérique conquéraient leur indépendance et les dirigeants des États-Unis redoutaient que les autres puissances européennes montantes comme la Grande-Bretagne n'en profitent pour étendre leur présence. Aussi le président Monroe revendiquait « l'Amérique aux Américains ». En échange, les États-Unis s'abstiendraient d'intervenir dans les affaires de l'Europe. Cette doctrine Monroe devait rester une des pierres angulaires de la politique étrangère américaine – enfin, surtout son côté « l'Amérique aux États-Unis », parce qu'on verra qu'à partir de la Première Guerre mondiale, les États-Unis se sentiront suffisamment forts pour intervenir directement en Europe.

La conquête de l'Ouest

Et puis, au début du XIX^e siècle, les États-Unis se trouvaient à l'étroit dans les limites des treize anciennes colonies, entre la chaîne montagneuse des Appalaches et l'océan Atlantique, entre les possessions britanniques du Canada au nord et celles de l'Espagne au sud. Et la première expansion, le premier empire des États-Unis, ce fut leur empire intérieur. Un futur président américain, John Quincy Adams, l'écrivit en 1811 : « *Tout le continent de l'Amérique du Nord semble être destiné par la Divine Providence à être peuplé par une seule nation, parlant une seule langue, professant un seul système général de principes politiques et religieux.* » C'est ce que, en 1845, un journaliste new-yorkais a appelé la « *destinée manifeste* » [de notre peuple] « *à envahir le continent qui nous a été alloué par la Providence pour [notre] libre développement* ». Cette expression ajoutait une justification morale à

l'expansion territoriale, aux rapines et aux massacres auxquels les colons se sont livrés.

Ces colons n'étaient pas forcément riches, loin s'en faut, mais ils étaient Blancs, souvent protestants et anglophones. Au cœur des mythes fondateurs de la nation américaine, il y a cette idée qu'elle s'est construite contre la tutelle coloniale – ce qui est vrai –, et qu'elle n'allait jamais user du colonialisme contre d'autres peuples. Mais en fait, très vite, pour leur développement propre, les États-Unis ont colonisé par les armes des terres vers l'ouest, des terres qui étaient habitées et dont les habitants ont été vaincus, parfois décimés, mais de toutes les façons déposés de leurs territoires.

Les guerres contre les Indiens, commencées avant l'indépendance des États-Unis, se sont poursuivies et multipliées après. La conquête de l'Ouest n'était pas le seul fait des colons, c'était la politique de l'État fédéral, qui envoyait des troupes – dans les fameux « forts » – loin à l'ouest des grandes zones de peuplement de la côte Atlantique. Le but était d'obliger les Indiens à renoncer à leurs terres, convoitées par les colons anglo-américains. Ce fut un véritable génocide. On estime que peut-être dix millions d'Indiens peuplaient l'Amérique du Nord lors de l'arrivée des premiers Européens ; à la fin du XIX^e siècle, ils n'étaient plus que 250 000 aux États-Unis, parqués dans des réserves sordides.

Les guerres contre les Indiens, menées jusqu'à leur point final en 1890, ont donc permis aux États-Unis d'étendre leur territoire. Mais elles n'auraient pas suffi sans celles menées contre le Mexique. En effet, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, les États-Unis connaissaient un développement rapide. L'essentiel de la population était alors faite de cultivateurs– des fermiers indépendants au nord et à l'ouest, des planteurs esclavagistes au sud. Un des obstacles à l'expansion vers l'ouest, c'était la présence du Mexique, qui possédait l'essentiel des terres à l'ouest du Mississippi – l'équivalent de la moitié des États-Unis d'aujourd'hui.

Cela se fit en trois temps. Première étape : dès 1819, la Floride espagnole fut acquise par les États-Unis en échange de leur promesse de ne pas toucher à l'immense Texas. Deuxième étape : le Texas. Il faisait un million de kilomètres carrés. Une fois que le Mexique eut arraché son indépendance, en 1821, il s'étendait donc sur les anciens territoires espagnols, soit tout l'ouest américain. En 1836, les colons blancs anglo-saxons qui étaient devenus majoritaires au Texas se séparèrent du Mexique, qui avait un régime despotique, pour devenir une « République à une seule étoile ». En 1845, les États-Unis, acceptèrent ensuite l'admission dans l'Union du Texas, qui s'étendait sur six des États actuels, et qui devint donc américain. Troisième et dernière étape : le reste des possessions mexicaines. Elles couvraient notamment cinq des États actuels, dont l'immense Californie sur la côte ouest. Aux États-Unis, on présenta les Mexicains comme un peuple inférieur, qui devait céder la place, comme les Indiens l'avaient fait. Et, de 1846 à 1848, les États-Unis leur livrèrent une pure guerre de rapine. La partie était inégale, vu leur dynamisme économique. La capitale, Mexico, fut mise à sac par les troupes américaines et 25 000 Mexicains furent tués ou blessés. Les États-

Unis mirent la main sur toutes les terres au nord du Rio Grande, soit plus de 1,5 million de kilomètres carrés. Le Mexique perdait 40 % de son territoire, les États-Unis augmentaient le leur d'un tiers. En 1835, les deux pays avaient une superficie et une population voisines ; en 1848, les États-Unis étaient quatre fois plus grands et trois fois plus peuplés que le Mexique.

Les États-Unis récupérèrent aussi l'Oregon, qui couvrait en tout ou en partie cinq des États d'aujourd'hui, grâce à un accord avec la Grande-Bretagne en 1846. Ils connaissaient désormais leurs frontières actuelles, si on excepte quelques additions ultérieures, comme l'Alaska ou Hawaï.

Donc, le premier expansionnisme des États-Unis a été la fameuse « conquête de l'Ouest », non pas outremer mais sur le continent. Cette expansion avait commencé à l'époque coloniale et elle s'est amplifiée après l'indépendance. Deux millions de kilomètres carrés en Louisiane ; 2,3 millions arrachés au Mexique ; 2 millions pour l'Oregon, et 1,7 million pour l'Alaska : en quelques décennies, les États-Unis ont multiplié leur surface par quatre ou cinq et sont devenus un État continental, de l'Atlantique au Pacifique.

Le fait de planter un drapeau, ou d'installer un fort, ne signifiait pas que la colonisation était achevée, que les terres étaient réellement mises en valeur ou exploitées. Ce n'est que vers 1890 que ce qu'on appelait la « frontière » a été fermée, c'est-à-dire que les dernières résistances des Indiens étaient vaincues et que l'ensemble du territoire était colonisé.

Pour ce peuplement, les États-Unis se sont notamment appuyés sur l'immigration. Celle-ci n'a pas toujours été massive : par exemple, dans le premier tiers du siècle, elle était très limitée ; en 1830, 98,5 % des Américains étaient nés aux États-Unis. L'immigration s'est envolée dans les années 1840, pour ne s'interrompre réellement que dans les années 1920, quand le gouvernement fédéral a fermé ses frontières. Mais pendant ces trois quarts de siècle, plusieurs millions d'Européens et, dans une moindre mesure, d'Asiatiques, ont émigré aux États-Unis, alimentant la croissance de l'économie et la colonisation du territoire. Un peu à la manière dont la Grande-Bretagne ou la France encourageaient leurs habitants à émigrer vers leurs colonies, les autorités américaines ont consciemment favorisé cette immigration et l'installation à l'Ouest, par exemple en offrant des dizaines d'hectares de terre à tous ceux qui étaient prêts à s'y installer et à les cultiver. Ce faisant, elles contribuaient à asseoir leur domination sur le continent.

Un vaste marché national qui rend superflue la constitution d'un empire colonial

L'expansion vers l'ouest et vers le sud au cours de la première moitié du XIX^e siècle eut une autre conséquence : l'intégration d'États esclavagistes dans l'Union semait les germes de la guerre de Sécession. Le conflit économique grandissait entre la bourgeoisie industrielle et dynamique du Nord et le Sud agricole et esclavagiste. Le Sud était une sorte de colonie de l'Angleterre qu'il alimentait en coton brut. Il était attaché au libre-échange, qui

lui permettait d'exporter ses denrées. Au contraire, le Nord avait besoin pour son développement industriel de tarifs protectionnistes, mais il était incapable de les imposer comme il l'aurait souhaité en raison de la place politique grandissante des États du Sud dans la Fédération. Ce conflit déboucha sur la guerre de Sécession. Cette guerre, qui menaçait depuis des années, fut déclenchée par l'élection de Lincoln à la présidence en 1861 : Lincoln était du Nord et anti-esclavagiste, et onze États du Sud déclarèrent leur indépendance, autrement dit leur sécession. Lincoln et l'Union refusèrent, d'où cette guerre civile qui dura quatre ans. Ce fut la première guerre industrielle, la plus meurtrière que les Américains aient jamais connue. Le conflit fit 600 000 morts, 2 % des Américains, autant que toutes les autres guerres des États-Unis cumulées, de celle pour l'Indépendance à la guerre du Vietnam. En empêchant la sécession des États du Sud, Lincoln et l'Union tranchaient la question de l'esclavage ; ils assuraient l'unité de la fédération, une unité qui n'était pas acquise. Surtout, ils assuraient l'hégémonie de la bourgeoisie du Nord : c'était le Nord, et non plus l'Angleterre, qui dominait désormais le Sud. Et l'ensemble du pays allait bientôt pouvoir rivaliser avec la Grande-Bretagne et les autres nations industrielles.

Bien que réalisée dans la boue et le sang, la conquête de l'Ouest représentait un progrès historique. Marx et Engels soulignaient que les conquêtes réalisées sur le Mexique allaient permettre dans tout l'ouest américain un développement bourgeois qui aurait été infiniment plus difficile sous l'autorité d'un État mexicain, représentant surtout les intérêts d'une classe de propriétaires terriens semi-féodaux. Que l'on compare le devenir de l'Amérique latine, morcelée entre un grand nombre d'États plus ou moins entre les mains des latifundiaires, avec cet immense territoire unifié où la bourgeoisie capitaliste avait le champ libre, et l'on comprendra pourquoi c'est le nord de l'Amérique qui a connu le développement vertigineux qui allait être le sien.

Et la victoire du Nord dans la guerre de Sécession a permis que les États-Unis existent au sens moderne du terme d'une nation capitaliste unifiée sous la direction de la bourgeoisie. Marx, qui avait soutenu le Nord, notait en 1866 : « *Les États-Unis entrent seulement maintenant dans une phase révolutionnaire* »¹. En effet, à l'issue de la guerre civile, le pays connut un formidable développement économique qui en fit, au tournant du siècle, la première industrie au monde. En 1890, l'industrie américaine produisait autant que celles de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne réunies. En 1900, les États-Unis étaient le premier producteur mondial de charbon, de fonte, d'acier, de pétrole ; ils avaient un tiers du réseau mondial de chemin de fer. Au cours de cette période, de véritables trusts se constituèrent, sous la houlette des « barons voleurs » : Vanderbilt dans le chemin de fer, Carnegie dans l'acier, Rockefeller dans le pétrole, Morgan dans la banque, etc. Cet essor économique fut tout à la fois une des conséquences de l'immigration et une de ses causes : au début du XIX^e siècle, la population américaine était, avec quatre millions d'habitants, inférieure à celle d'un petit

¹ Lettre à Engels, 23 avril 1866.

pays comme l'Irlande ; en 1860, avec 30 millions, elle se situait au niveau des nations européennes comme la France ou la Grande-Bretagne ; avec 76 millions d'habitants en 1900, et près de 100 millions pendant la Première Guerre mondiale, les États-Unis les dépassaient largement. Alors qu'en 1860, le pays était loin d'être une nation « achevée », en 1890, tout le territoire américain était colonisé.

C'est là une explication essentielle à l'absence d'empire colonial américain. Dans les années 1870, 1880, 1890, la France, la Grande-Bretagne ou la Belgique s'étaient lancées dans la course aux colonies, en concurrence les unes avec les autres. Leur capital financier étouffait dans les frontières nationales et voulait se donner des marchés protégés, c'est-à-dire interdits aux autres puissances, des réservoirs de main-d'œuvre, des territoires où investir leurs capitaux – c'était tout l'intérêt des chasses gardées coloniales de ce nouvel âge impérialiste. Si les États-Unis ne les ont pas imitées, ce n'est pas en raison de l'idéal « anticolonialiste » dont ils se réclamaient. Mais parce que la bourgeoisie américaine, dont la richesse était à l'origine concentrée dans quelques villes de la côte Est, s'était constitué au long du XIX^e siècle un immense marché intérieur, en usant du protectionnisme, tout un continent en somme, qui connut une expansion phénoménale.

L'émergence de l'impérialisme

Cependant, les États-Unis protégeaient et développaient leurs exportations vers l'étranger, comme leur approvisionnement dans les ressources dont ils manquaient. J'ai évoqué les incursions précoces de bateaux de guerre américains dans la Méditerranée au début du XIX^e siècle. En 1853 et 1854, une énorme armada fut également envoyée contre le Japon pour l'obliger à ouvrir ses ports aux bateaux américains, avec succès. L'acquisition de l'Alaska, acheté à la Russie en 1867, avait notamment pour but de renforcer la présence des États-Unis dans le Pacifique, plaçant le Japon et la Corée à proximité de leur territoire. En 1866, un navire américain, lourdement armé, accosta en Corée pour imposer un accord commercial. Comme le gouvernement coréen fit savoir qu'il ne voulait ni du commerce occidental, ni des missionnaires chrétiens, les États-Unis envoyèrent quelques centaines de *marines* qui ne firent pas de quartier parmi les Coréens. Un diplomate américain les décrivait comme une « *race hostile et semi-barbare* », pour laquelle « *la vie humaine a peu de valeur et dont les soldats accueillent la mort avec la même indifférence que les Indiens d'Amérique du Nord* ». Cela inaugurait une longue présence américaine en Corée. On pourrait multiplier les exemples : en Chine, dans le Pacifique, en Asie, en Argentine, au Nicaragua, en Uruguay, et même dans l'Angola portugais, l'attitude des États-Unis dans les pays où ils envoyaient les *marines* fut la même que celle des puissances européennes. Ils appelaient cela la « porte ouverte » – c'était une jolie feuille de vigne pour la politique de la canonnière : la porte doit être ouverte au commerce et au pillage ; et si elle résiste un peu trop, il faut l'enfoncer !

Certes, vu l'immensité du marché intérieur américain, la question des marchés étrangers ne revêtait pas la même importance que pour des pays comme la Grande-Bretagne, la France, sans parler de la Belgique. En 1898 encore, 90 % des produits américains étaient vendus sur le marché intérieur. Mais les 10 % restants rapportaient quand même un milliard de dollars par an, et des secteurs comme le tabac, le coton, le blé, le pétrole et de plus en plus de secteurs de l'industrie dépendaient des marchés extérieurs. En outre, des marchés juteux – on parlait déjà avec beaucoup d'excitation, dans les milieux d'affaires, de « l'inépuisable » marché chinois – risquaient d'être fermés par la politique colonialiste et les monopoles établis par les puissances européennes. À la toute fin du siècle, le capitalisme américain commençait aussi à étouffer dans ses frontières. En 1900, avec 5 % de la population mondiale, les États-Unis produisaient 32 % des denrées alimentaires. Le sénateur Beveridge expliquait ainsi : « *Les usines américaines fabriquent plus de produits que le peuple américain ne peut en utiliser ; le sol américain produit plus qu'il ne peut consommer. Le destin a tracé notre politique : le commerce du monde doit être à nous, il sera à nous... Nous couvrirons l'océan Pacifique de nos navires.* »

Enfin, les grands trusts visaient d'emblée l'échelle internationale, notamment pour leurs approvisionnements. Ne pas être impérialiste, c'était laisser ces ressources sous la coupe des puissances européennes. Donc les trusts américains avaient besoin que leur État utilise la diplomatie et la force armée pour s'assurer la mainmise sur les gisements dont ils dépendaient.

Une fois que les milieux d'affaires furent convaincus que leur salut passait par l'impérialisme qu'on avait jusqu'à présent tant dénoncé chez les Européens, il ne restait plus qu'à le parer des habits de la justice. Ce fut fait avec Cuba, qui était alors une des dernières colonies espagnoles, où plusieurs révoltes indépendantistes s'étaient déjà produites ; la dernière, de 1896 à 1898, fut réprimée de façon extrêmement brutale par l'armée espagnole, qui tua 200 000 Cubains, le huitième de la population. L'opinion publique américaine était indignée, la presse réclamait un soutien aux Cubains. Des compagnies américaines exploitaient la canne à sucre, les fruits, le tabac et le minerai de fer de l'île, située à quelques encablures de la Floride, que les autorités américaines convoitaient depuis longtemps. En février 1898, les États-Unis déclenchèrent et gagnèrent vite la guerre hispano-américaine, surnommée la « *splendide petite guerre* » par leur secrétaire d'État, c'est-à-dire le ministre des affaires étrangères. Cuba ne fut pas colonisée au sens strict du terme, mais passa totalement sous la tutelle américaine. C'est alors que la fameuse base navale permanente fut concédée à Guantanamo. Désormais, et jusqu'en 1959, la politique extérieure de Cuba et une bonne partie de sa politique intérieure allaient être décidées par les États-Unis, et l'ensemble de l'économie cubaine serait désormais tournée vers le commerce avec eux. Les industriels du bois américains avaient souhaité la guerre, qui leur permettait de mettre la main sur les quatre millions d'hectares de forêts cubaines ; United Fruit s'introduisait dans le sucre cubain ; Tobacco Company s'installait aussi ; en 1901, 80 % des exportations de minerais cubains étaient dans des mains américaines.

Toujours en 1898, les États-Unis s'emparaient de Porto Rico, une autre colonie espagnole de la Caraïbe, encore américaine aujourd'hui ; de Hawaï, qui avait déjà été investie par les missionnaires et surtout par les propriétaires de plantations d'ananas, et qui était décrite par les milieux officiels comme « *un fruit mûr prêt à être cueilli* » ; des îles de Wake et de Guam dans le Pacifique ; et enfin des Philippines. Là, les choses furent plus compliquées : l'archipel comptait un important mouvement nationaliste, qui était en passe de chasser les Espagnols. Les nationalistes philippins étaient certes très heureux que les Américains les aident, mais beaucoup moins qu'ils veuillent remplacer la domination de l'Espagne par celle... des États-Unis. Aussi la guérilla menée contre l'occupation espagnole se retourna bientôt contre l'occupation américaine. Le poète britannique Rudyard Kipling appelait l'Amérique à assumer le « *fardeau de l'homme blanc* », c'est-à-dire la colonisation des peuples inférieurs et cela tombait bien car les Américains considéraient effectivement les Philippines comme des sauvages. Ce fut une guerre très dure, bien plus dure que contre l'Espagne : pendant trois ans et demi, 70 000 à 120 000 soldats américains pourchassèrent les Philippines. De 250 000 à un million de Philippines y laissèrent la vie ; les troupes américaines torturaient, tuaient les prisonniers et les civils, brûlaient les villages, mettaient en place des camps de concentration. Le racisme qui prévalait aux États-Unis, où plusieurs centaines de Noirs étaient lynchés chaque année, contribuait à rendre la guerre encore plus brutale. L'écrivain Mark Twain disait que « *les bandes blanches [du drapeau américain] devraient être peintes en noir, et les étoiles être remplacées par des têtes de morts* ». L'objectif de la guerre n'était pas dissimulé. Le sénateur Beveridge expliquait ainsi au Sénat, en 1900 : « *Les Philippines sont à nous pour toujours... Et à quelques encablures [...] se trouvent les inépuisables marchés chinois... Nous ne renoncerons pas à jouer notre rôle dans la mission civilisatrice à l'égard du monde que Dieu lui-même a confiée à notre race... Le riz, le café, le sucre, la noix de coco, le chanvre et le tabac... le bois des Philippines peut fournir le monde entier pour le siècle à venir... le charbon, l'or... Nous avons été accusés d'avoir mené aux Philippines une guerre cruelle. Messieurs les sénateurs, c'est tout le contraire... Les sénateurs doivent se souvenir que nous n'avons pas affaire à des Américains ou à des Européens mais à des Orientaux.* » Les Philippines devinrent une colonie, ce qu'elles restèrent jusqu'en 1946. Et leur économie passa totalement sous le contrôle des trusts américains.

Avec Porto Rico et Cuba, les dirigeants américains avaient pris possession des premiers morceaux de ce qui devait constituer l'« arrière-cour » des États-Unis. Cette zone, comprenant les Caraïbes et l'Amérique centrale, puis plus tard l'ensemble de l'Amérique du Sud et du Pacifique, fut établie par une série de présidents à partir de 1898. L'un d'entre eux, Theodore Roosevelt, ne faisait pas mystère de ses méthodes : « *J'ai toujours aimé, disait-il, le proverbe d'Afrique de l'Ouest : "Parle doucement, porte un gros bâton, et tu iras loin".* » Roosevelt ne parlait pas doucement, semble-t-il ; en revanche, il se servit à de nombreuses reprises de la force. Le canal de Panama était son premier objectif : au début du XIX^e siècle, ce vieux projet n'avait toujours pas été réalisé ; il permettrait pourtant de réduire des deux tiers la distance entre les

deux façades côtières des États-Unis. La province de Panama appartenait à la Colombie. En 1903, les États-Unis organisèrent sa sécession. Puis ils conclurent un traité avec la nouvelle république de Panama, par lequel ils obtenaient la concession à perpétuité de la zone du canal, « à l'exclusion totale de l'exercice, par la République de Panama, de ses pouvoirs, autorités et droits souverains ». Le canal fut inauguré en 1914, et demeura sous souveraineté américaine tout au long du XX^e siècle.

Et les États-Unis intervinrent désormais de façon similaire dans toutes les Caraïbes et en Amérique centrale, qui constituèrent désormais ce qu'on a appelé le « lac américain ». En 1898, les États-Unis avaient donc, d'une certaine façon, procédé à un tournant, en mettant directement la main sur des territoires outre-mer. Mais ce virage fut éphémère. L'essentiel des terres d'Asie et d'Afrique étaient déjà colonisées et la conquête des Philippines avait posé des difficultés inattendues. Aussi préférèrent-ils désormais plus simplement intégrer des pays à leur zone d'influence, intervenir dans leurs affaires intérieures, y garantir la bonne marche des affaires américaines plutôt que d'y assumer la tutelle politique directe. L'impérialisme américain n'allait certes pas faire marche arrière dans sa conquête de nouveaux marchés, de nouvelles réserves de main-d'œuvre et de ressources naturelles. Mais il mènerait cette conquête au nom de l'anti-colonialisme.

En quelques décennies, les États-Unis étaient donc devenus non seulement la première puissance industrielle et commerciale mais la première puissance tout court, même si cela ne se voyait pas encore bien en Europe, en raison de la distance et du rôle de leur marché intérieur. À l'époque où le monde entier était partagé entre les puissances européennes, ils n'ont pas bâti de grand empire colonial, ils se sont contentés de réclamer ce qu'on appelait alors la « porte ouverte », c'est-à-dire le libre accès de leurs entreprises aux marchés et aux ressources. Et en ayant recours à la force militaire aussi souvent que nécessaire. Comme le dirait un président des États-Unis, « *The business of America is business.* » (« L'affaire de l'Amérique, ce sont les affaires »)². Cette devise a été à la base de toute leur politique étrangère.

² John Calvin Coolidge, 1925

Au XX^E siècle, le plus puissant des impérialismes

La Première Guerre mondiale, ou comment tirer profit tout à la fois de la neutralité et de la participation

À la veille de la guerre de 1914-1918, la suprématie économique américaine ne s'était pas encore vraiment traduite sur le plan politique : le monde demeurait dominé par la vieille Europe. Mais pendant qu'à Londres ou Paris, on avait les yeux rivés sur les incidents coloniaux de Fachoda ou d'Agadir, les États-Unis devenaient la première puissance économique mondiale.

De 1914 à 1917, les États-Unis jurèrent qu'ils allaient rester neutres. Neutres mais pas indifférents. Car la guerre offrait des opportunités à l'économie américaine. D'abord parce que les Alliés, la France et la Grande-Bretagne, avaient besoin de matières premières, de pétrole, de laine, de zinc, de coton, de bois, de fer, de munitions et de nourriture. Le commerce extérieur des États-Unis fut dopé. Pendant les années de guerre, les salaires réels y baissèrent mais il y eut 21 000 millionnaires de plus. Les pays en guerre avaient également besoin d'argent. Officiellement, les États-Unis ne prêtaient pas aux pays belligérants. Mais dans la mesure où ils autorisaient leurs banques comme Morgan à le faire, cela revenait au même. Et c'est pendant la Première Guerre mondiale que les États-Unis devinrent une grande puissance financière et Wall Street la première place boursière au monde.

Enfin, ils mirent la main sur des investissements allemands et surtout britanniques en Amérique du Sud, où ils s'imposèrent. Donc, l'alliance économique officieuse avec la France et la Grande-Bretagne signifiait que les États-Unis les aidaient à mener la guerre tout en minant leur puissance économique. Les milieux d'affaires américains souhaitaient l'entrée en guerre – chaque rumeur de paix faisait baisser les cours de Wall Street, qui ne remontaient que quand il était clair que la boucherie continuait. Il ne restait qu'à convaincre les Américains eux-mêmes, qui étaient très réticents – pourquoi iraient-ils se faire tuer dans une lutte entre les empires européens ? Cela fut fait progressivement, à l'aide de propagande et de quelques incidents bien montés en épingle.

En novembre 1916, Woodrow Wilson se fit réélire à la présidence en critiquant le bellicisme de l'autre candidat et en disant : « *Il est des nations trop fières pour se battre.* » Son slogan de campagne disait de lui : « *Il nous a tenus à l'écart de la guerre.* » Wilson inaugura ainsi une pratique de plusieurs présidents : promettre la paix avant d'entrer en guerre. Six mois plus tard, alors que l'Allemagne, qui était devenue la principale rivale des États-Unis, menaçait de l'emporter, l'Amérique entra en guerre, avec cet argument, qui

devait réserver pas mal de fois : « *Il faut que le monde soit sûr pour la démocratie.* » Wilson, qui mentait donc comme un arracheur de dents, a pourtant réussi à se forger l'image d'un pacifiste respectueux des droits des peuples. Quand il avait été élu pour la première fois en 1912, il avait juré que c'en était fini de la politique d'intervention à l'étranger pour les intérêts américains. Mais sous son administration, les *marines* étaient intervenus au Mexique, en Haïti, en République dominicaine, à Cuba, à Panama, au Honduras, en Chine, au Guatemala, soit plus que sous les trois précédents présidents réunis ! Et il a donc engagé les États-Unis dans la Grande Guerre en 1917 ! Cependant, des rassemblements pacifistes furent organisés dans tout le pays : toute une partie de la population demeurait hostile au conflit, notamment parmi les immigrants, qui ne voulaient pas de la guerre pour les colonies de l'Europe. Il fallait un million de soldats et en six semaines il n'y eut que 73 000 engagés volontaires. Wilson et le Congrès instaurèrent donc la conscription. 900 opposants à la guerre, syndicalistes révolutionnaires, socialistes et anarchistes furent accusés d'« espionnage », arrêtés et jetés en prison.

Les États-Unis, qui mobilisèrent quatre millions d'hommes, des troupes fraîches et un armement moderne, firent basculer l'équilibre militaire et économique en faveur de la France et de la Grande-Bretagne. Les États-Unis en sortaient considérablement renforcés : certes, 116 000 jeunes Américains y avaient laissé la vie mais c'était peu par rapport aux 1 400 000 morts français, aux 1 700 000 Allemands ou Russes ; et ce n'était de toute façon pas cela qui allait gêner les profiteurs de guerre. Certes, les contribuables américains avaient dû financer la guerre mais les entreprises et l'ensemble de l'économie américaines en sortaient renforcés. En 1920, un cinquième de l'or mondial, deux cinquièmes du fer, du charbon, de l'étain et de l'argent, deux tiers du pétrole, 85 % des automobiles étaient produits par les États-Unis ; leurs coffres-forts contenaient presque la moitié des réserves d'or, et leur flotte comptait pour un tiers du tonnage mondial. Sans parler des positions conquises à l'étranger.

Les États-Unis avaient donc d'abord financé le conflit, à distance, puis, par intérêt, ils étaient entrés en guerre. Et leur chef d'État parvint à faire croire à des millions d'hommes à travers le monde qu'ils étaient animés d'un idéal de paix et de justice ! En effet, les quatorze propositions du président Wilson pour le monde de l'après-guerre évoquaient l'autodétermination des peuples, l'intégrité territoriale des petits et des grands États, la fin de la diplomatie secrète, la liberté de navigation sur les mers, la limitation de la course aux armements et une « Société des nations » destinée à mettre tout cela en œuvre. Bref, se moquerait Trotsky, ce serait « le bonheur général » et « la paix universelle ». Ces 14 points venaient juste après la révolution d'Octobre 1917 et la proclamation par les bolcheviques du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui avaient un vaste écho. Pour faire pièce à l'écho de la Révolution russe, Wilson reprenait donc certaines expressions des bolcheviques, à cette différence fondamentale près qu'il ne s'agissait pas de renverser le capitalisme mais de le préserver pour le plus grand profit des États-Unis.

« La guerre mondiale a définitivement obligé les États-Unis à renoncer à leur isolationnisme continental, écrivait Trotsky en 1920. Élargissant son essor, le programme de son capitalisme national, — « l'Amérique aux Américains » (doctrine de Monroe) — a été remplacé par le programme de l'impérialisme : « Le monde entier aux Américains ». ... l'Amérique est entrée dans la guerre, a joué un rôle décisif dans la défaite de l'Allemagne et s'est mêlée de résoudre toutes les questions de politique européenne et mondiale.

... La Société des Nations ne devait plus être en somme qu'une société jouissant d'un monopole mondial, sous la firme : Yankee & Co.»

Le traité de Versailles de 1919 qui concluait la guerre renforçait les empires coloniaux et il foulait au pied les vaincus, préparant ainsi la guerre suivante. Quant aux États-Unis, ils se joignaient aux autres impérialismes en envoyant plusieurs milliers de soldats en Sibérie contre la Russie des soviets, avec l'échec que l'on sait. En public, Wilson prônait la démocratie et la liberté des peuples ; en secret, il arrosait d'argent les généraux blancs les plus réactionnaires. Les États-Unis ne reconnurent l'URSS qu'en 1933, une fois que le stalinisme avait rendu fréquentable l'État issu de la Révolution russe.

Entre les deux guerres, une domination consolidée

Entre les deux guerres mondiales, les États-Unis étendirent leurs ramifications dans le monde entier et il était désormais évident qu'ils avaient surpassé la Grande-Bretagne. En 1924, Trotsky redoutait encore que la rivalité entre ces deux puissances ne les conduise à la guerre ; en fait, les États-Unis l'emportèrent par la seule guerre économique. Non seulement la production industrielle et le commerce américains étaient supérieurs, mais même des pays de l'Empire britannique, comme le Canada ou l'Australie, étaient maintenant bien plus intégrés à l'économie américaine qu'à celle de leur métropole impériale. La politique de la porte ouverte portait ses fruits ; en 1939, 25 % des importations chinoises provenaient des États-Unis, contre 6 % en 1913 ; et la part britannique déclinait d'autant. Les États-Unis se posaient de plus en plus en gendarmes dans leurs zones d'influence classiques : les Caraïbes, les « républiques bananières » d'Amérique latine, le Pacifique et l'Extrême-Orient. C'est à cette époque que des entreprises de cuivre comme Anaconda ouvrirent des mines au Canada, au Chili ou en Afrique, que General Motors installa des usines dans une quinzaine de pays, que ITT, United Fruit, Ford ou General Electric investirent massivement à l'étranger, que le pétrole mexicain fut partagé par les trusts américains ou que Firestone obtint sa concession de caoutchouc au Liberia. Entre 1919 et 1933, il n'y eut pas un seul jour où les *marines* n'intervinrent pas à l'étranger, notamment dans à peu près tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes, de Cuba (quatre fois) au Guatemala, du Honduras à la République dominicaine. Certains pays furent occupés longtemps, comme le Nicaragua pendant 21 ans ou Haïti pendant 19 ans. Ce type d'opérations était devenu tellement banal que les *marines* avaient édité un petit livre, le *Manuel des petites guerres* (le *Small wars manual*), qui expliquait comment s'y prendre. Très souvent, ces interventions

se faisaient au nom des « portes ouvertes » et de la « liberté des mers ». Quand les États-Unis attaquaient la Chine, c'était pour la « libérer » du Japon. Trotsky notait ironiquement : « *L'Amérique libère toujours quelqu'un, c'est en quelque sorte sa profession.* »

En même temps, la crise des années 1930 enraya brutalement l'expansion de l'industrie et du commerce. Les États-Unis, qui étaient jusque-là les croisés du libre-échange, devinrent protectionnistes. Tout le commerce mondial se contracta. En Allemagne, le retrait des capitaux américains plongea le pays dans une crise terrible. La guerre économique avec le Japon s'accroissait : depuis la fin du XIX^e siècle, étouffant dans ses frontières, le Japon s'était constitué un petit empire en Extrême-Orient. En 1931, il avait envahi la Mandchourie et ses cent millions d'habitants ; en 1937, il attaquait le reste de la Chine. Le sort des Mandchous et des Chinois ne préoccupait guère les autorités américaines. Mais dans la mesure où la moitié de leurs importations de matières premières venaient d'Asie, la perspective que l'accès à ces ressources soit un jour bloqué les inquiétait.

La guerre de la démocratie contre le fascisme ?

À l'approche de la guerre en Europe, les États-Unis jouèrent de nouveau la carte de la neutralité. La Seconde Guerre mondiale a eu des causes très semblables à la première : les pays de « l'Axe », l'Allemagne, le Japon et, dans une mesure moindre l'Italie, étaient des puissances en expansion, que le partage du globe ne satisfaisait pas en l'état et qui voulaient une plus grosse part du gâteau. Pour les États-Unis, il s'agissait de mettre en échec leurs principaux concurrents, l'Allemagne en Europe et plus encore le Japon en Asie. Comme la Première Guerre mondiale, la Seconde était un conflit pour le partage du monde entre puissances capitalistes. Et pourtant, aujourd'hui encore, bien des Américains mais aussi des Européens pensent que c'était une guerre différente, menée par les démocraties contre les États fascistes, voire une guerre pour la liberté et contre l'oppression. En France, on apprend cela à l'école – et c'est une idée que le Parti Communiste a aidé à répandre dans les classes populaires : « la Seconde Guerre mondiale était une guerre juste, et c'est aux États-Unis que nous devons notre liberté. »

Bien sûr, cette conviction tient à la brutalité des occupations allemande et japonaise et à l'extermination des Juifs d'Europe. Pourtant, rien mais absolument rien de cela n'entra en considération dans la politique américaine, dont les motivations étaient les mêmes qu'en 14-18. Dans les années 1930, les dirigeants américains, tout comme les dirigeants français ou britanniques, se félicitaient que Hitler ait écrasé le mouvement ouvrier allemand et mis un terme à la menace qu'il représentait pour la bourgeoisie. Quant aux persécutions que les nazis faisaient subir à leurs opposants politiques ou aux Juifs, elles ne pesaient guère. Quand la guerre éclata en septembre 1939, les États-Unis restèrent officiellement neutres. En 1940, ils livrèrent des bateaux de guerre aux Britanniques – mais en échange de bases militaires aux Antilles, à Terre-Neuve, aux Bermudes, et dans le Guyana britannique. Tout comme

Wilson en 1916, Franklin Roosevelt se fit réélire en promettant la paix : « *Nous ne participerons pas à des guerres étrangères, nous n'enverrons pas notre armée, notre marine, ou notre aviation combattre dans des pays étrangers, hors du territoire américain, sauf si nous sommes attaqués* », disait sa plateforme électorale en novembre 1940. Cette promesse mensongère répondait à l'opposition de l'opinion publique à la guerre.

Six mois après avoir été réélu, Roosevelt engagea l'économie américaine aux côtés de la Grande-Bretagne, lui sauvant sans doute la mise et permettant à l'industrie américaine de gagner de l'argent sur le conflit. En Asie et dans le Pacifique, les intérêts des États-Unis étaient directement concernés : la plus grande part des métaux et du caoutchouc utilisés en Amérique provenait de Malaisie, de Birmanie, de Thaïlande, comme d'importantes quantités d'autres matières premières. Et ils entraient donc de plus en plus en concurrence avec les intérêts japonais. La guerre entre les deux pays ne commença qu'en décembre 1941 mais elle était envisagée depuis les années 1930, et activement préparée depuis près de deux ans. En 1941, Roosevelt tint une réunion au sommet sur cette grande question : « *comment amener les Japonais à tirer les premiers sans nous mettre trop en danger nous-mêmes ?* » Toute la stratégie américaine consista donc à poser des revendications au Japon (égalité d'accès à la Chine, retrait des troupes japonaises du sud de la Chine et de l'Indochine) et, par la guerre économique, à l'acculer à la guerre tout court. Les États-Unis lui coupèrent toutes les livraisons de pétrole et de fer, pour lesquelles le Japon dépendait d'eux à 80 %. L'attaque japonaise de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, permit d'emporter l'adhésion de la population : les États-Unis étaient attaqués sur leur sol, il fallait bien qu'ils se défendent. Mais malgré tout, certains refusèrent le chantage du gouvernement. Par exemple, en 1943, 500 000 mineurs firent grève pendant douze jours alors qu'ils étaient accusés de toutes parts, y compris par le Parti Communiste Américain, de trahir leur pays ; et ils ne furent pas les seuls à se battre.

Alliée du Japon, l'Allemagne déclara la guerre aux États-Unis au lendemain de Pearl Harbor. Cependant, les États-Unis n'intervinrent directement dans la guerre européenne que de façon très graduelle, en laissant leurs alliés, le Royaume-Uni et surtout l'Union soviétique, supporter l'essentiel de l'effort jusqu'en 1944, comme ils avaient laissé la France et la Grande-Bretagne le faire de 1914 à 1917. Encore en 1943, alors que les Américains s'affrontaient à six divisions allemandes en Italie, les Soviétiques devaient en combattre 185. Quand les troupes américaines débarquèrent en Normandie, les lignes allemandes étaient déjà enfoncées sur le front de l'Est et la défaite de Hitler n'était qu'une question de temps. C'est pourquoi, malgré la mobilisation de 18 millions de soldats, les États-Unis eurent 400 000 tués, alors que l'Union soviétique perdait 20 à 25 millions d'hommes et de femmes, soit 50 fois plus.

Aux États-Unis même, 110 000 Américains d'origine japonaise, citoyens américains pour trois quarts d'entre eux, furent parqués dans des camps pendant trois ans.

Les villes allemandes et japonaises furent systématiquement bombardées. Quand l'Allemagne avait bombardé les villes britanniques, Roosevelt avait

dénoncé une « *barbarie inhumaine* ». Américains et Britanniques firent bien pire. Des villes entières comme Dresde, Hambourg, Berlin, Leipzig furent détruites par des bombes incendiaires – pas tant en raison de l'intérêt militaire qu'elles présentaient que pour terroriser, atomiser, disperser ces grandes concentrations ouvrières. Au Japon, l'armée américaine choisit aussi de se concentrer, une fois qu'elle eut la supériorité, sur les civils japonais plus que sur les cibles militaires. Avant même l'usage de la bombe atomique, l'aviation américaine avait détruit, par ses bombes incendiaires, à fragmentation, au magnésium, au phosphore ou au napalm, 40 % de Nagoya, 55 % de Kobe, 99 % de Toyama, ou encore la moitié de Tokyo (185 000 victimes en une nuit). En tout, 69 villes japonaises furent détruites. Comme le disait le général américain Curtis LeMay, qui commandait ces opérations, si les États-Unis avaient perdu, lui et d'autres auraient été jugés comme criminels de guerre ; mais ils ont gagné et ce furent les vaincus qui furent jugés. On nous répète, aujourd'hui encore, que les dirigeants américains ont utilisé l'arme atomique pour mettre plus vite fin à la guerre et donc « *épargner des millions de vies humaines* », comme disait le président Truman (en 1949, il ne parlait plus que de « 200 000 vies »). Mais c'est une contre-vérité. Quand la bombe atomique fut larguée sur Hiroshima et Nagasaki, la guerre était déjà gagnée. Dès juin 1945, le Japon avait offert sa capitulation, à la seule condition du maintien de l'empereur. Et les États-Unis étaient prêts à faire cette concession, qu'ils ont faite en fin de compte, car ils jugeaient que l'empereur était un facteur de stabilité. Même le chef d'état-major de Roosevelt puis de Truman, le général William Leahy, devait écrire dans ses mémoires : « *L'utilisation de cette arme barbare ne nous a été d'aucune aide matérielle dans notre guerre contre le Japon.* » En revanche, les États-Unis redoutaient qu'une révolte ne soulève les peuples, notamment les vaincus. Et l'utilisation de la bombe atomique était une effrayante démonstration de force, d'abord à l'égard du peuple japonais ; ensuite, à l'égard de l'Union soviétique, alliée alors mais héritière de la Révolution russe, et bientôt de nouveau ennemie ; enfin, à l'égard des travailleurs et des peuples opprimés du monde entier. À tous ceux-là, la menace du feu nucléaire devait inspirer le respect de l'ordre impérialiste.

Les États-Unis étaient les grands vainqueurs. Ils avaient assis leur domination au travers des deux guerres mondiales : ils avaient laissé pendant plusieurs années les Européens s'affronter et s'épuiser avant de s'engager et de l'emporter. Alors qu'en 1945, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique sortaient très affaiblies du conflit, la production américaine avait plus que doublé en cinq ans, notamment grâce aux exportations. Leur hégémonie atteignait des records. Ils avaient maintenant les trois quarts des stocks d'or mondiaux, fondaient 55 % de l'acier, produisaient 60 % des biens manufacturés, 70 % du pétrole et presque la moitié des richesses de toute la planète.

Le partage de l'après-guerre

La perspective de la chute annoncée du nazisme avait suscité une crainte majeure parmi les vainqueurs : il fallait éviter tout vide étatique en Allemagne et

dans les pays qu'elle avait occupés. Les dirigeants de l'impérialisme gardaient de la fin de la Première Guerre mondiale le souvenir de la vague révolutionnaire qui avait emporté le tsarisme, la bourgeoisie russe, les Empires allemand et austro-hongrois, et avait menacé toute l'Europe capitaliste. Le régime nazi avait imposé une dictature féroce. Dans les pays d'Europe de l'Est qu'il avait intégrés dans le Grand Reich allemand, il avait détruit les appareils d'État antérieurs. Avec son effondrement, qu'allait-il se passer ? Un Roosevelt ou un Churchill redoutaient par-dessus tout la révolution, et cela méritait bien de s'entendre avec Staline, dont les troupes étaient en train de battre celles de Hitler. Et c'était le sens du partage du monde décidé dans une série de conférences au sommet, dont celle de Yalta en février 1945. Avant même que l'Allemagne et le Japon fussent vaincus, ils décidèrent, en petit comité, de ce que serait le monde de l'après-guerre. En Europe, les grandes puissances se partageaient les « sphères d'influence » en fonction de leurs positions militaires, chacun se chargeant de maintenir l'ordre dans sa zone d'influence et de remettre sur pied des polices et des armées capables de réprimer leur population. Et là où les partis communistes étaient forts, comme en France ou en Italie, ils se mirent totalement au service du rétablissement de l'ordre, en brisant les grèves et en participant aux gouvernements de l'après-guerre.

Quant aux colonies françaises, britanniques ou néerlandaises qui avaient été occupées par les puissances de l'Axe, notamment par le Japon en Asie, elles revinrent tout bonnement à leurs anciens propriétaires. Pourtant, l'autorité des anciens colonisateurs avait souvent été sapée par leurs défaites, par la mobilisation massive de troupes coloniales aussi. Mais les États-Unis, qui avaient si souvent fait profession d'anticolonialisme, préféraient en effet voir l'ordre maintenu par leurs alliés. Partout où des révoltes éclatèrent à la fin de la guerre, comme en Algérie et en Indochine, à Madagascar, en Indonésie, les États-Unis laissèrent les anciennes puissances coloniales rétablir l'ordre. Et parfois ils les y aidèrent, comme en finançant longuement la guerre menée par l'armée française contre les nationalistes indochinois. Et quand les impérialismes usés d'Europe ne pouvaient plus maintenir l'ordre dans leurs zones, les États-Unis se substituaient à eux, comme en Grèce en 1947 où ils aidèrent l'armée à écraser la guérilla. En Chine, ils aidèrent jusqu'au bout le régime ami de Tchiang Kai-shek, pourtant totalement corrompu et qui avait préféré mener la guerre à Mao plutôt qu'à l'armée japonaise.

Les États-Unis étaient prêts à aider leurs alliés européens à se relever et à assumer leur part du travail dans le maintien de l'ordre international. Ce fut notamment, en 1947, le rôle du plan Marshall, qui était rien moins que désintéressé. « *Il est absurde de penser qu'une Europe livrée à elle-même* », disait Marshall, « *demeurerait aussi ouverte au commerce américain que par le passé* ». Cette aide allait de pair avec un accès à de nouveaux marchés et de nouvelles ressources. Les États-Unis étaient les vainqueurs et ils n'étaient plus prêts à se contenter des Caraïbes ou de l'Amérique centrale. Ils avaient maintenant 400 bases navales et aériennes dans le monde entier. Diplomates et hommes d'affaires américains voulaient s'assurer que la victoire leur donnerait accès à tous les marchés étrangers. Ainsi, au Moyen-Orient, une région traditionnellement dans l'orbite des Britanniques, les États-Unis les

supplantèrent. Ainsi, le pétrole de l'Arabie saoudite, qui avait les plus grandes réserves au monde et que Roosevelt avait opportunément aidée pendant la guerre, serait désormais sous contrôle américain. Et il en allait de même pour le pétrole de Perse ou pour l'uranium du Congo.

La Seconde Guerre mondiale était une victoire des États-Unis contre leurs adversaires déclarés ; et jamais le Japon ou l'Allemagne ne remettraient en cause la domination politique et militaire des États-Unis sur le monde capitaliste. Mais c'était aussi une victoire contre leurs alliés, qui, quelles que fussent les gesticulations d'un De Gaulle ou plus tard d'un Chirac, étaient maintenant des impérialismes de seconde zone, et ne remettraient, eux non plus, jamais en cause, sur le fond, la domination américaine.

La « guerre froide »

Avec l'Union soviétique, le problème se posait différemment. L'alliance avait été nécessaire pour vaincre Hitler et pour préserver l'ordre en Europe. Une fois ces deux questions réglées, l'opposition de fond qui existait ne pouvait que ressurgir. D'abord avec l'URSS et les pays qu'elle occupait à la fin de la guerre, qui étatisaient l'économie et interdisaient l'installation de capitaux étrangers. Ensuite, à partir de 1949, avec les plus de 500 millions d'habitants de la Chine de Mao Zedong, également soustraits à la domination impérialiste directe. Cette résistance des pays dits « communistes », et l'exemple qu'elle offrait aux peuples désireux de s'affranchir de la tutelle impérialiste, étaient devenus, après 1945, une épine dans le pied des États-Unis. Plusieurs centaines de millions d'êtres humains, peut-être un tiers de l'humanité, n'étaient pas directement soumis à la dictature des multinationales et représentaient un défi par leur simple existence. Une fois que le problème de la stabilisation de l'Europe fut réglé, une fois que la menace révolutionnaire fut écartée, la « guerre froide » commença, en 1947-1948.

Les circonstances qui virent son déclenchement sont presque anecdotiques : fondamentalement, les deux pays, les deux « blocs » devaient s'opposer. Dès les débuts de la guerre froide, les États-Unis cherchèrent à isoler l'Union soviétique puis la Chine – c'est le sens de la doctrine du « *containment* » (l'endiguement). Les États-Unis mirent sur pied une série d'alliances, comme l'OTAN en Europe, et d'autres en Asie, au Moyen-Orient ou en Amérique du Sud. De leurs anciens adversaires, le Japon et l'Allemagne, qu'ils avaient brisés, ils firent des alliés, qu'ils aidèrent financièrement par d'énormes crédits comme le plan Marshall. Politiquement, ils avaient besoin de tels partenaires. Un de leurs principaux problèmes était d'empêcher que de nouveaux pays passent dans l'orbite soviétique et échappent ainsi à la domination impérialiste.

La division du monde en deux blocs ennemis a marqué toute la période, de l'après-guerre à la fin des années 1980. Cette guerre froide, menée par les États-Unis, fut souvent « chaude » et extrêmement tendue, notamment dans

ses quinze premières années quand, dans les différents pays concernés, les peuples croyaient parfois être à la veille de la troisième guerre mondiale.

C'était surtout aux limites entre les deux blocs que les États-Unis ne voulaient pas perdre du terrain. Et quand cela risqua d'être le cas, comme en Corée ou au Viêtnam, et d'une tout autre manière à Cuba, ils étaient prêts à faire l'usage de la force la plus brutale.

En 1948, une première crise importante eut lieu à Berlin : la ville, située en zone d'occupation soviétique, était elle-même divisée en deux parties, dont l'ouest, occupé par des troupes des États-Unis et de leurs alliés. Lorsque l'URSS coupa les axes routiers et ferroviaires entre la ville et l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis mirent en place un spectaculaire pont aérien pour ravitailler Berlin-Ouest ; ils faisaient ainsi une démonstration de leur puissance.

Le plus grave conflit armé commença en 1950 en Corée. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, ce pays était divisé en zones d'occupation américaine et soviétique, comme l'Allemagne. Avec le début de la guerre froide, la limite entre les deux blocs passait donc entre les deux parties du pays, au niveau du 38^e parallèle. Quand les troupes nord-coréennes franchirent cette limite pour réunifier le pays, le président Truman envoya les troupes américaines, qui ne se contentèrent pas de repousser l'armée nord-coréenne au nord du 38^e parallèle mais poussèrent leur avantage jusqu'à la frontière chinoise. Et, avant d'être remercié, le général MacArthur qui les commandait envisageait sérieusement d'utiliser la bombe atomique pour renverser le jeune régime chinois de Mao Zedong. La guerre de Corée tua deux millions et demi à quatre millions de Coréens et 55 000 Américains. Malgré le climat de tension et de répression appelé « maccarthysme », du nom d'un sénateur anticommuniste forcené, une partie de la population américaine s'opposa à la guerre, et des milliers de soldats désertèrent.

Dans le monde capitaliste, l'effort de propagande mensongère tournait alors à l'hystérie. Il s'agissait en effet de faire croire que les dépenses militaires (qui représentaient, en 1960, la moitié du budget des États-Unis), voire les guerres menées, comme en Corée et au Viêtnam, avaient pour but non pas la domination de l'impérialisme sur la planète, mais au contraire de préserver le monde dit « libre » de la « dictature communiste ». En réalité, les rapports de force furent toujours à l'avantage écrasant des États-Unis ; c'étaient l'URSS et la Chine qui étaient en position défensive. L'Amérique, renforcée par les autres puissances capitalistes, avait en effet une supériorité économique évidente. Si l'URSS parvint à faire des démonstrations scientifiques et techniques, comme la mise au point de sa propre bombe atomique ou le lancement du premier satellite artificiel dans l'espace, son niveau de développement était en réalité bien inférieur à celui des USA. En 1950, le produit intérieur brut américain était déjà trois fois celui de l'URSS ; et si on y ajoute les alliés des États-Unis, cette supériorité était écrasante. Et qui disait richesse supérieure disait également une industrie et une technologie plus avancées et donc des armements plus nombreux et plus modernes.

Moins de dix ans après la fin de la guerre de Corée, c'est à l'autre bout du monde, dans l'arrière-cour des États-Unis, à Cuba, qu'une crise majeure faillit avoir lieu. Cette île était une sorte de colonie des États-Unis : leurs compagnies contrôlaient 80 % des mines et des raffineries de pétrole de l'île, 40 % de son industrie sucrière ou 50 % de son chemin de fer. Ils s'appuyaient sur la dictature sans partage du clan Batista. En 1959, ce régime fut renversé par une guérilla nationaliste dirigée par Fidel Castro. Sans être socialiste, Castro prit des mesures élémentaires pour le développement de son île (réforme agraire, nationalisation de certaines entreprises, plans de logement, système éducatif). C'en était trop pour les États-Unis qui ne supportaient pas cet affront. Ils mirent l'embargo sur l'île et, en 1961, ils organisèrent un débarquement militaire d'exilés cubains à la baie des Cochons, qui fut une déroute.

En 1962, quand l'URSS tenta d'installer des missiles nucléaires à Cuba, le président Kennedy expliqua qu'on allait droit à la guerre nucléaire ; les dirigeants américains envisagèrent sérieusement de rayer l'île de la carte. L'armée américaine fut mise en état d'alerte et l'Union soviétique retira ses missiles. Un an avant, les États-Unis avaient installé des missiles nucléaires en Turquie, à un quart d'heure de portée de Moscou. Les responsables américains ont maintenant reconnu qu'ils avaient, en 1962, 17 fois plus de têtes nucléaires que l'URSS, qu'ils avaient fait dix fois plus d'essais. Contrairement au mensonge d'une menace soviétique, la supériorité américaine était écrasante, et elle l'est restée pendant toute la guerre froide.

Quant au peuple cubain, il paie encore aujourd'hui, près de cinquante ans plus tard, le prix fort pour son refus de rentrer dans le giron des États-Unis.

Le tiers-monde et la domination de l'impérialisme américain

On l'a vu, après la Seconde Guerre mondiale, les grandes puissances ont réussi à éviter toute révolution en Europe. Mais elles ne l'ont pas évitée dans un grand nombre de pays pauvres d'Asie ou d'Afrique soumis à la domination coloniale ou semi-coloniale. À la même époque que Chine, ce sont l'Inde, l'Indonésie, l'Indochine, la Malaisie, Madagascar, l'Algérie, le Kenya qui se sont embrasés. Des centaines de millions d'hommes et de femmes se sont engagés dans ce qu'on a appelé les « révolutions coloniales ». Ces révolutions étaient dirigées par des organisations nationalistes bourgeoises qui voulaient que leur pays échappe plus ou moins à la domination directe de l'impérialisme, mais sans pour autant remettre l'ordre capitaliste sur la planète. Dans certains cas, quand il n'y avait aucun risque de faire ainsi le jeu de Moscou, les États-Unis se sont opposés à certains de leurs alliés qui s'accrochaient à leurs possessions coloniales ou à leurs privilèges de métropoles impérialistes. Ce fut ainsi le cas en 1956 : ils désavouèrent l'expédition menée par la France et la Grande-Bretagne contre le régime égyptien de Nasser, qui avait nationalisé le canal de Suez. Les États-Unis prirent leurs distances à l'égard de la politique de la France pendant la guerre d'Algérie.

Mais dès qu'un mouvement national menaçait les intérêts de leurs groupes capitalistes ou dès qu'il risquait de faire basculer le pays dans la sphère d'influence soviétique, il trouvait les États-Unis sur son chemin. Et bien souvent, le simple soupçon de telles menaces déclenchait les pressions économiques, diplomatiques, voire militaires des États-Unis.

On ne peut ici dresser l'inventaire des interventions américaines ouvertes ou déguisées, contre toute velléité d'émancipation des peuples du tiers-monde au cours de la guerre froide : en 1953 en Iran, en 1954 au Guatemala, en 1958 au Liban. En 1964, ils parrainèrent un coup d'État au Brésil, qui mit en place une dictature militaire pour vingt ans. En 1965, ils soutinrent en Indonésie un coup d'État anticommuniste qui fit 500 000 à un million de morts. En 1965 encore, ils envoyèrent les *marines* en République dominicaine installer un régime conservateur, contre un soulèvement populaire. En 1973, ils aidèrent le général Pinochet à renverser le régime de Salvador Allende : les grèves, les manifestations, l'essor de la gauche révolutionnaire qui marquèrent les derniers mois de sa présidence inquiétaient l'appareil d'État et l'armée chilienne et, par contrecoup, les États-Unis ; le coup d'État fit au moins 30 000 morts.

De 1945 aux années 1980, quasiment toutes les dictatures du monde dit « libre » étaient soutenues par les États-Unis, quand elles n'avaient pas été mises en place par eux. Ces dictatures étaient souvent très brutales, comme celle de Marcos aux Philippines, du régime sud-coréen, des généraux argentins, du Chili, de la Bolivie, du Brésil, de tous les pays d'Amérique centrale, des Duvalier en Haïti, du shah d'Iran, et aussi d'Espagne, de Grèce ou de Turquie. Les États-Unis soutinrent, jusqu'au milieu des années 1980, le régime d'apartheid en Afrique du Sud, dont ils étaient un des principaux partenaires commerciaux. L'essentiel était que ces régimes préservent les intérêts américains, et qu'ils mènent une guerre efficace contre ceux qui s'opposaient à la domination impérialiste. Ces dictatures ont procédé à des assassinats de dizaines de milliers d'opposants. Elles faisaient un large usage de la torture, elles ne reconnaissaient aucune liberté démocratique – et pour l'administration américaine, c'était tant mieux ! Les États-Unis, qui donnaient des leçons de démocratie au monde entier, étaient parfaitement informés : leurs propres officiers formaient ceux des dictatures en question, dans des camps spécifiques en Amérique centrale, voire aux États-Unis même. La CIA les aidait, elles bénéficiaient de soutien financier et logistique, d'équipement, d'armes et de prêts. Et quand cela ne suffisait pas, les troupes américaines intervenaient directement.

Le sanglant fiasco de la guerre contre le Viêtnam

Ce fut le cas au Viêtnam. Le peuple vietnamien avait déjà dû mener une longue guerre d'indépendance contre la France, de 1945 à 1954. À la fin de cette guerre d'Indochine, qui se termina pour les Français par la déroute de Dien Bien Phu, l'effort militaire français était financé par les États-Unis. En effet, ceux-ci voulaient mettre à mal les anciens empires coloniaux. Mais ils ne

voulaient pas que cela fasse le jeu de l'URSS, vers laquelle les nationalistes vietnamiens regardaient.

Les troupes américaines prirent progressivement le relais de la France. J.F. Kennedy envoya plusieurs milliers de prétendus « conseillers militaires » ; il y en avait 16 000 quand il fut assassiné. Ensuite, Johnson – qui, en raison de l'hostilité de la population à la guerre, fit campagne comme le candidat de la « paix » –, puis Nixon – qui promit une « paix honorable », envoyèrent toujours plus de soldats. En 1968, il y en avait plus de 500 000, pour combattre une guérilla qui était censée être minoritaire. Les États-Unis y mirent toute leur technologie, tous leurs moyens militaires. Ils cherchèrent à mobiliser la population américaine. Ils déversèrent sur ce petit pays plus de deux fois plus de bombes qu'il n'en avait été largué par la totalité des belligérants pendant toute la Seconde Guerre mondiale. L'aviation américaine utilisa des quantités d'armes chimiques, notamment des défoliants, comme l'agent orange, dont la dioxine a empoisonné quatre millions de Vietnamiens. En tout, peut-être un million de combattants vietnamiens et quatre millions de civils ont perdu la vie dans cette guerre, dont la population paye encore le prix aujourd'hui.

Celui qui incarnait la politique américaine au Viêt Nam, Robert McNamara, a eu un parcours emblématique. McNamara était sorti d'une grande université américaine. De 1943 à 1945, il avait mis ses compétences dans le domaine des statistiques pour optimiser les bombardements sur les villes japonaises : autrement dit, comment, en un minimum de sorties aériennes, détruire un maximum d'habitations, tuer le maximum de gens. De 1961 à 1968, il fut le secrétaire à la Défense de Kennedy et de Johnson, et à ce titre, notamment responsable du tapis de bombes déposé sur le Viêt Nam. Entre-temps, il avait été pendant quinze ans un des cadres dirigeants et même le PDG de l'entreprise Ford. Et après ses années à la Défense, il présida la Banque mondiale. Bref, McNamara, successivement homme d'affaires et homme d'État, illustre comment, pour l'impérialisme américain, la guerre était et demeure, une fois qu'on a gratté tout le vernis propagandiste qui la recouvre, la recherche du profit par d'autres moyens.

Mais l'impérialisme américain tomba sur un os. Malgré les moyens mis œuvre, leur armée n'a pas réussi à écraser le Front national de libération et, au-delà, le peuple vietnamien. Et aux États-Unis même, le gouvernement fut confronté à une vague de contestation comme jamais. La révolte a d'abord touché les Noirs, dans les ghettos, contre la ségrégation, à partir de 1963. Les Noirs étaient proportionnellement bien plus nombreux que les Blancs dans l'armée et donc parmi les victimes, et ils ne voulaient pas aller au Viêt Nam. Puis la jeunesse étudiante se mobilisa. Le 15 octobre 1969, deux millions de personnes manifestèrent contre la guerre et en 1970 des centaines d'écoles et d'universités étaient fermées tant la contestation y était forte. L'armée était minée par les mobilisations des soldats, par les désertions, par l'insoumission et les refus de combat, par le *fragging*, cette pratique qui désignait les centaines d'assassinats d'officiers par des hommes de troupe – et aussi par la drogue, par l'alcool, par la démoralisation. L'armée tombait littéralement en morceaux ; comme des généraux devaient le dire, la guerre du Viêt Nam avait « cassé l'armée ».

Dès la vaste offensive du Têt menée en 1968 par le Viêt-Cong, les dirigeants américains étaient conscients qu'ils ne pourraient l'emporter. Et pourtant, jusqu'en 1973, ils continuèrent à noyer le peuple vietnamien sous les bombes ; ils étendirent même leurs bombardements au Laos et au Cambodge. Pour les États-Unis, il s'agissait d'adresser un message clair à tous les peuples du tiers-monde : voilà ce qui pouvait en coûter à ceux qui voudraient s'affranchir de la domination impérialiste.

Devant la résistance du peuple vietnamien, les États-Unis étaient confrontés à un choix de fond : ou ils portaient la guerre à un autre niveau, ce qui supposait une mobilisation plus vaste et aussi d'affronter la Chine. Mais mobiliser la population américaine était de plus en plus difficile. Ou il leur fallait changer de politique, trouver une solution pour se dégager, sans que l'exemple du Viêtnam n'entraîne d'autres peuples, à commencer dans la région ; et donc s'entendre avec la Chine de Mao. C'est ce qu'ils ont fait : ils ont reconnu la Chine et ils ont engagé des discussions avec elle. Échaudés, les États-Unis se sont gardés pendant quelque temps de se lancer dans de nouvelles entreprises militaires d'envergure ; c'est ce qu'on a appelé le « syndrome vietnamien ». Entre la fin de la guerre du Viêtnam et la guerre du Golfe de 1991, les États-Unis n'ont pas déployé de forces importantes dans des interventions extérieures, si on excepte de brèves opérations dans leur arrière-cour. Et ils n'ont plus jamais eu recours à la conscription qu'ils ont abolie à la fin de la guerre du Viêtnam.

L'impérialisme américain aujourd'hui

Alors, comment cette hégémonie américaine s'exerce-t-elle aujourd'hui ?

Elle est d'abord et avant tout économique. Les multinationales américaines enserrent la planète entière dans leur étau ; la diplomatie et les armes complètent cette domination économique. Avec 27 % du produit intérieur brut mondial, les États-Unis occupent, avec seulement 5 % de l'humanité, une place majeure dans la production de biens matériels, dans la technique, dans la science, dans l'économie mondiale. À titre de comparaison, le Japon, dont on disait il y a quelques années qu'il pourrait « dépasser » les États-Unis, ne représente que 9 % du PIB mondial ; et la Chine, dont on nous répète qu'elle est la « superpuissance du XIX^e siècle », moins de 6 %. Des régions qui étaient, il y a quelques décennies, surtout pillées par les puissances européennes, le sont maintenant de plus en plus par les États-Unis. C'est par exemple le cas de l'Afrique, un marché potentiel de 850 millions d'habitants. Mais vu la misère des populations d'Afrique, c'est d'abord une réserve de matières premières qui sont utiles, voire indispensables à l'industrie américaine. En outre, avec la hausse des cours mondiaux du pétrole et les difficultés rencontrées au Moyen-Orient, la découverte d'importantes réserves dans le golfe de Guinée a suscité la convoitise des multinationales. Elles investissent au Nigeria et en Angola, et plus seulement en Afrique du Sud. Aujourd'hui, 15 % du pétrole consommé aux États-Unis vient d'Afrique ; ce devrait être 25 % en 2015. Les États-Unis ont signé une série d'accords économiques avec des pays du continent. Et, logiquement... ils ont positionné une de leurs flottes de guerre dans le golfe de Guinée, une autre dans le golfe d'Aden, et une base terrestre à Djibouti. Comme l'avait déjà théorisé il y a plus d'un siècle Theodore Roosevelt, les affaires marchent mieux quand on a « *un gros bâton* » !

La domination américaine s'exerce aussi par le biais des institutions internationales : l'ONU, d'abord, dont le fonctionnement et la direction ont été définis par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ; le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, ensuite, trois organismes où les pays riches, les États-Unis en premier lieu, font la pluie et le beau temps. Le rôle de ces organisations n'est pas de permettre aux pays pauvres de profiter de l'argent des pays riches, il est de maintenir, de prolonger la domination impérialiste, des États-Unis au premier chef. Pour prendre le seul exemple du coton : d'un côté, par le biais du FMI, les États-Unis contraignent des pays producteurs comme le Mali à cesser toute subvention et à privatiser la société qui réalise la collecte ; de l'autre, ils disposent d'une agriculture cotonnière très productive qu'ils subventionnent et qui lamine le coton malien sur les marchés internationaux.

Une suprématie militaire renforcée

L'hégémonie américaine s'exerce aussi par le biais de toute une série d'alliances, au-delà des pactes militaires comme l'OTAN. Et par leur puissance militaire. On l'a vu, le surarmement des États-Unis et l'extension de leur présence militaire à toute la planète n'étaient pas dû à une quelconque « menace » de l'URSS. Et quand le glacis soviétique s'est disloqué à partir de 1989, que le pacte de Varsovie a été dissous, que l'URSS elle-même a éclaté, l'OTAN, qui était pourtant censée leur faire pièce, n'a pas disparu. Elle s'est même élargie et la présence militaire américaine dans le monde s'est renforcée.

Les dépenses militaires des États-Unis atteindront cette année 550 milliards de dollars. C'est plus que tous les autres pays impérialistes réunis. Cela représente environ 45 % du total mondial – et 70 % si on inclut l'OTAN. Par exemple, les États-Unis, qui accusent parfois la Chine d'être agressive, ont douze fois son budget militaire alors qu'ils sont quatre fois moins peuplés. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les forces armées américaines comptaient 186 000 hommes ; elles en comptent maintenant 1 400 000. Aujourd'hui, les États-Unis dépensent plus, en dollars constants, que pendant la guerre du Viêtnam. Ils ont, en plus des 969 bases situées aux États-Unis, 725 bases militaires réparties dans 38 pays. La plupart ont été installées grâce à des accords selon le principe : « je te protège contre tes voisins, ou contre ton propre peuple, j'installe mes entreprises chez toi et tu me laisses installer une base militaire sur ton territoire ». Parfois, en déportant les populations locales, comme les Inuits du Groenland, en 1953, qui eurent quatre jours pour partir, ou les habitants de l'île de Diego Garcia au milieu de l'océan Indien, expulsés à 2 000 km, vers l'île Maurice, quand les États-Unis transformèrent leur île en un gigantesque porte-avions, à partir de 1966. Nombre de ces bases datent de la guerre froide mais, depuis quinze ans, les États-Unis en ont installé une série d'autres. Sept anciennes républiques soviétiques du Caucase en accueillent ou projettent de le faire : à proximité de l'Afghanistan, en Ouzbékistan, au Kazakhstan, au Turkménistan, au Kirghizstan ; dans les pays du golfe Persique, comme Oman, le Qatar, Bahreïn, les Émirats arabes unis ; au Kosovo. Enfin, avec l'adhésion à l'OTAN, ces dernières années, de dix nouveaux pays en Europe de l'Est – et d'autres encore en perspective –, les États-Unis ont maintenant des possibilités accrues dans cette région ; ils prévoient par exemple d'installer des lanceurs de missiles en Pologne et en République tchèque.

L'administration Bush fustige les pays censés être dotés d'« armes de destruction massive ». Mais les États-Unis sont les seuls à avoir fait usage de l'arme nucléaire contre des populations et ils ont maintenant accumulé un arsenal nucléaire comme aucune puissance n'en a jamais eu, avec des milliers d'ogives véhiculées par des missiles ou largables par avion. Et il s'agit de bombes à hydrogène, dont chacune représente l'équivalent de 750 des bombes larguées sur Hiroshima !

Au prétexte de la lutte anti-terroriste, l'État américain travaille à la mise au point du « bouclier anti-missiles », qui désigne l'utilisation des satellites et de l'espace à des fins militaires : lancé par Reagan dans les années 1980, ce projet a pour objectif de rendre inopérant tout tir de missiles vers les États-Unis. Comme ils ont une puissance de feu supérieure à celle de tous les autres États cumulés et qu'ils sont les seuls à disposer de l'argent et de la technologie nécessaires à la mise en place d'un tel système, il s'agit d'un programme offensif, contrairement à ce que le mot cache-sexe de « bouclier » laisse entendre. Ce système engloutit des sommes astronomiques, ce qui permet aussi, comme les autres programmes de défense, d'arroser des entreprises avec l'argent des contribuables.

Depuis que l'impérialisme existe, il a en effet été indissociable du militarisme et des grands trusts de l'armement. « *Votre société, disait déjà Jaurès en 1895, porte en elle la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Les États-Unis ont porté cette intégration à un point exceptionnel, et même Eisenhower, un général qui devint président, dénonça, en quittant le pouvoir, le « complexe militaro-industriel » ! Il n'y a pas de différence entre les intérêts généraux de l'État et ceux des grandes firmes. Des contrats colossaux sont passés avec des entreprises comme Lockheed Martin, la plus grande société d'armement au monde, le géant General Electric, Bechtel pour les travaux publics et l'ingénierie ou Halliburton pour les services pétroliers. Les dépenses d'armement sont une nécessité économique pour la bourgeoisie, un des principaux canaux par lesquels l'État finance l'industrie et le commerce.

Les interventions militaires extérieures

L'opposition à la guerre du Vietnam avait conduit les dirigeants américains à une certaine retenue. Il y eut des exceptions. En 1983, l'administration Reagan envoya les *marines* dans la minuscule île de la Grenade pour renverser un régime anti-américain. En 1989, ils débarquaient au Panama pour déposer le général Noriega, qui avait longtemps travaillé pour la CIA mais lui échappait désormais et avait transformé son pays en plaque tournante du trafic de drogue vers les États-Unis. Mais Panama et la Grenade relevaient de leur arrière-cour. Et, de façon générale, jusqu'en 1990, les États-Unis ont préféré intervenir avec la peau des autres. Ils ont ainsi poussé l'Irak à mener la guerre contre l'Iran de l'ayatollah Khomeiny, avec qui ils avaient coupé les ponts mais, comme mieux vaut placer ses œufs dans différents paniers... tout en armant l'Iran contre l'Irak. De 1980 à 1988, cette guerre atroce fit un million de victimes. À l'époque, l'Iran était l'ennemi et Saddam Hussein un allié avec qui on pouvait faire affaire.

Dans les années 1980, les États-Unis ont armé la guérilla afghane contre l'occupation soviétique, en s'appuyant notamment sur les islamistes. Au Nicaragua et en Angola, ils ont financé une guérilla anticommuniste contre le régime. En 1986, ils bombardèrent la Libye, mais sans qu'un *marine* y mette les pieds.

L'effondrement du bloc soviétique puis de l'URSS, qui constituait un certain contrepoids à l'hégémonie des États-Unis, a augmenté leurs possibilités d'intervention. Ainsi, à partir de 1990, quand Saddam Hussein a semblé leur échapper et qu'il a envahi le Koweït voisin, il est devenu « *un nouvel Hitler* » et un « *ennemi de toute l'humanité* ». En 1991, les armées de la coalition mise en place par les États-Unis repoussèrent en quelques jours l'armée irakienne, pourtant mensongèrement présentée auparavant comme « la quatrième du monde » ! Cependant, les États-Unis firent le choix de laisser en place le régime et lui permettre de noyer dans le sang deux révoltes, chiite dans le sud et kurde dans le nord.

Dans cette guerre du Golfe, l'objectif était limité : chasser les troupes irakiennes hors du petit Koweït qu'elles avaient occupé. Et l'administration Bush avait obtenu de sa population un certain consentement pour procéder à cette intervention. Malgré cela, les opinions publiques des pays de la coalition ne souscrivaient guère à la fable de la guerre juste pour libérer le malheureux Koweït ; et aux États-Unis même, dès le début du déploiement, il y eut une petite opposition à la guerre. Dans les années 1990, les États-Unis envoyèrent aussi des troupes en Haïti, en Somalie ou en Yougoslavie – ils intervinrent plus en dix ans qu'ils ne l'avaient fait depuis la fin de la guerre du Vietnam. Cependant, ils se montraient prudents, en raison des réticences de leur opinion publique. Et cela dura jusqu'en 2001.

Les attentats du 11 Septembre ont en effet donné des possibilités à l'administration américaine. En eux-mêmes, ils ne modifiaient en rien le « cours de l'histoire », contrairement aux fadaïses alors énoncées par d'innombrables commentateurs. En revanche, pour Bush et tous les « faucons » de son administration, l'émotion suscitée était une aubaine. En 2000, Bush avait été mal élu – avec moins de voix que son concurrent Al Gore – et le 11 septembre 2001 lui permit de ressouder l'opinion derrière la « guerre contre la Terreur ». En effet, c'est ce soutien qui permit à l'administration de faire accepter un climat belliqueux et deux nouvelles guerres.

La guerre en l'Afghanistan

L'administration Bush a commencé par s'en prendre, à l'automne 2001, au régime afghan des taliban, censé être le repaire des kamikazes d'Al Qaida, et qu'elle avait jusque-là toléré. Les taliban, qui étaient honnis par la population après leurs cinq années de dictature sanglante, ont été renversés. Et l'Afghanistan est maintenant sous la coupe des différents seigneurs de guerre qui se sont partagés le pays. La corruption et l'incurie du gouvernement actuel, la brutalité des troupes d'occupation, qui bombardent sans ménagement, la misère ont contribué, dans plusieurs régions, à renforcer les taliban qui incarnent la résistance nationale à l'occupation étrangère. Ils compteraient maintenant plusieurs dizaines de milliers de combattants et contrôlent une partie du sud et de l'est du pays. Quant au fameux Ousama Ben Laden, il court toujours...

25 000 soldats américains sont maintenant en Afghanistan, dans une coalition sous mandat de l'ONU qui compte notamment un millier de Français. Ce qui était présenté initialement comme une brève intervention est devenu une véritable occupation, avec une guerre meurtrière. Le régime actuel ne tient que grâce à l'impérialisme qui l'a mis en place, et encore il n'exerce de pouvoir réel qu'à Kaboul, où les soldats de l'OTAN protègent les ambassades occidentales, la classe privilégiée et le gouvernement de Karzaï. En dehors de la capitale, le pays est sous la coupe brutale des différents seigneurs de guerre féodaux qui lèvent des impôts et n'obéissent pas au gouvernement central. Au gré des alliances et des ruptures, ces féodaux sont parfois intégrés directement à l'appareil d'État ou nommés gouverneurs de province. La production d'opium est maintenant revenue à un niveau élevé et elle leur fournit d'importantes ressources financières.

La « reconstruction » promise par l'impérialisme est passée à la trappe. Le pays est ravagé par la guerre : les routes et les infrastructures sont dans un état lamentable ; l'industrie employait 100 000 personnes dans les années 1980, elle n'existe quasiment plus et la population se débat dans la misère, quand elle échappe aux bombes. Quant aux femmes, l'impérialisme leur avait promis l'émancipation. Elles sont aujourd'hui dans une situation semblable à il y a six ans, si on excepte une petite minorité à Kaboul, et encore.

L'occupation et la guerre avec les taliban peuvent durer des années. Pour l'instant, les forces mobilisées par la résistance afghane sont moindres que celles d'Irak. Et cette guérilla tient aussi du jeu du chat et de la souris, les forces anti-américaines se retirant régulièrement au Pakistan, dans les zones frontalières où elles peuvent s'appuyer sur des solidarités, tant auprès des deux millions de réfugiés afghans que des groupes intégristes pakistanais et de leurs alliés dans l'appareil d'État. Les États-Unis peuvent choisir de retirer leurs troupes ; mais ils prendraient alors le risque de voir de nouveau se constituer un régime hostile, avec les moyens que cela implique. Et il est plus probable qu'ils fassent le choix de rester longtemps. Surtout que, jusqu'à présent, cette occupation n'a pas provoqué de large opposition dans l'opinion américaine.

Du renversement de Saddam Hussein... à la partition de l'Irak ?

De la guerre du Golfe à 2001 (dont huit années sous la présidence démocrate de Clinton), l'Irak était resté soumis à un embargo occidental qui aurait tué un demi-million d'enfants et était soumis à des bombardements périodiques. Puis, après le 11 Septembre 2001, les États-Unis furent déterminés à abattre le régime irakien.

Pas parce que Saddam Hussein était un dictateur : il l'avait toujours été. Mais il refusait de se soumettre à leur ordre. Les États-Unis savaient que son impopularité en Irak rendrait son renversement plus aisé ; surtout, l'opinion américaine avait changé. Et pour faire accepter la guerre, Bush et Blair

inventèrent le mensonge des « armes de destruction massives » de l'Irak et celui des liens avec Al Qaida. Et en avril 2003, à l'issue d'une guerre à sens unique, le régime irakien fut renversé.

Mais il est plus facile de gagner une guerre que d'occuper un pays et, depuis près de cinq ans, les États-Unis ont été bien incapables de stabiliser la situation et de mettre en place un État fort en Irak, c'est-à-dire une armée et une police capables de maintenir l'ordre dans le pays, tout en étant dévouées aux intérêts américains. Dans les jours qui ont suivi la fin de la guerre, le gouvernement Bush, convaincu que l'armée irakienne resterait fidèle au clan de Saddam Hussein, a choisi de la dissoudre. Il voulait une hiérarchie qui lui soit plus fidèle, mais il s'est ainsi retrouvé sans hiérarchie du tout. En licenciant des centaines de milliers de soldats et d'officiers, dans un pays ravagé par le chômage, les Américains ont alimenté la guérilla.

Comme ils ne disposaient pas d'un appareil d'État stable, les dirigeants américains ont fait le choix de s'appuyer sur des milices communautaires, liées à une confession particulière, à un peuple, à une politique contre d'autres. Ils ont commencé au Kurdistan, où ils ont favorisé la mise en place d'une véritable armée kurde, d'autant plus à même de maintenir l'ordre au nord de l'Irak qu'elle bénéficie du consensus de la majorité kurde de la population dans cette région. Puis, inspiré par cet exemple ou pas, ils se sont appuyés sur des milices communautaires dans les autres régions du pays. Et c'est au travers de ces choix de circonstance que s'est dessinée une politique. L'armée irakienne que les États-Unis cherchent à mettre sur pied incorpore la majorité des éléments de la milice chiite la plus importante, la brigade Badr. Les escadrons de la mort de cette brigade mènent une campagne de terreur sans merci contre la population civile et contre les milices rivales. C'est un aspect du chaos provoqué par l'intervention : les affrontements entre Irakiens, notamment entre milices chiites et sunnites, qui font chaque jour plusieurs dizaines de victimes, dans des attentats suicides, des assassinats et des raids punitifs. Sous le régime de Saddam Hussein, qui était un des plus laïcs du monde arabe, les différentes communautés vivaient encore de façon relativement mélangée, nombre des familles étaient mixtes. En fait, les quartiers, les villes, les régions sont maintenant dominés par ces milices dirigées par de véritables seigneurs de guerre qui n'obéissent vraiment qu'à eux-mêmes. Les milices peuvent assassiner simplement pour le fait d'avoir sur sa carte d'identité un patronyme typiquement chiite ou sunnite. À Bagdad, par exemple, les chefs de milice ont procédé à une véritable séparation entre les communautés ; la ville était à 65 % sunnite avant la guerre, elle compte maintenant 75 % de chiites et cette proportion augmente. Quant aux couples mixtes, ils sont bien souvent obligés de vivre séparément.

Ce choix de s'appuyer sur des milices communautaires porte en lui la logique de l'épuration ethnique et donc de la partition de l'Irak. Certains responsables américains ne s'en cachent pas, comme ce général qui dit : « *Nous chevauchons un tigre. Il nous mènera peut-être où nous voulons aller.* » La partition est maintenant ouvertement souhaitée par certains aux États-Unis ; en septembre, le Congrès américain à majorité démocrate a ainsi réclamé la division en régions chiite, sunnite et kurde, sous l'étiquette pudique

du fédéralisme. En fait, cette partition impliquerait sans doute encore plus de déplacements de population et de massacres.

Les États-Unis englués dans un borbier qu'ils ont eux-mêmes créé

Les États-Unis sont donc dans une impasse. D'un côté, leur présence est le principal facteur de chaos et, d'un autre côté, ils ne peuvent envisager de se retirer. L'intervention a plongé l'Irak dans une guerre terrible et ils ne parviennent pas à stabiliser le pays. À défaut d'avoir pu créer un appareil d'État fort, ils accroissent leurs effectifs : il y a aujourd'hui en Irak 170 000 militaires étrangers, essentiellement américains, sans compter un nombre supérieur de salariés de sociétés privées, qui travaillent pour les armées d'occupation, et dont plusieurs dizaines de milliers sont armés. Chaque jour, ces troupes, largement rejetées par la population, affrontent plusieurs guérillas. Depuis 2003, plus de 4 000 soldats des troupes d'intervention ont été tués, sans parler des victimes chez les mercenaires, et des suicidés, plus nombreux que les tués. Du côté des civils irakiens, il y aurait eu au moins 700 000 morts. 2 200 000 Irakiens ont fui à l'étranger, soit un dixième de la population, tandis que 2 400 000 autres, trop pauvres pour partir, ont été déplacés à l'intérieur du pays et s'entassent en général misérablement dans des tentes. Le niveau de vie, qui avait déjà largement chuté à l'époque des sanctions économiques, s'est effondré. La mortalité infantile a doublé, le chômage atteint des records, de 40 à 60 % selon les régions. La criminalité s'est installée à grande échelle, notamment les enlèvements contre rançon.

Quitter l'Irak avant que la situation soit stabilisée n'est cependant pas possible. L'Irak possède les deuxièmes réserves de pétrole prouvées au monde. Mais surtout, au-delà de l'Irak, tout le Moyen-Orient, son pétrole, sa position stratégique sont un enjeu essentiel pour les États-Unis. Or cette région est une poudrière depuis un siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis s'y sont longtemps appuyés sur trois régimes : Israël, l'Arabie saoudite et l'Iran. Si Israël demeure un allié stratégique fidèle, l'Iran leur échappe depuis 1979 et ils ne peuvent être sûrs de la fiabilité de l'Arabie saoudite dans les années à venir. Une des raisons de leur intervention en Irak a été de faire de ce pays, une fois débarrassé de Saddam Hussein et dirigé par un gouvernement pro-américain installé à Bagdad, un des piliers de l'ordre dans la région.

Et on l'a vu, c'est raté. L'Irak n'est pas devenu un pilier de l'ordre mais un facteur de désordre pour toute la région. En outre, la production pétrolière est moindre que sous Saddam Hussein, en raison de la guerre, de l'insécurité de l'extraction et du refus par les trusts concernés de faire les moindres investissements. Les États-Unis ont dépensé 500 milliards de dollars (plus que le budget annuel de l'État français) pour la « reconstruction » de l'Irak. Les entreprises liées au gouvernement Bush, qui fournissent l'armée américaine ou lui louent des mercenaires, en ont largement profité. Pour la bourgeoisie,

peu importe les centaines de milliers de morts, les millions de déplacés, le chaos politique et religieux, pourvu qu'elle puisse faire son beurre ! Mais pour la politique américaine, c'est un échec, qu'un rapport officiel a même constaté, il y a un an, en soulignant que, contrairement à tout ce qu'avait dit le gouvernement Bush, les États-Unis « [n'étaient] *pas en train de gagner la guerre en Irak* ». Et la principale décision adoptée a été... un « redéploiement » avec plus de troupes ! Ces 30 000 soldats supplémentaires sont sur place et cela ne change rien, bien sûr. Le pays s'enfoncé toujours plus dans la guerre.

Un retrait des troupes américaines de l'Irak dans la situation actuelle serait un aveu d'impuissance, avec des conséquences imprévisibles. Sans doute la guerre civile se généraliserait-elle, notamment entre milices sunnites et chiites, sans compter les Kurdes. Et elle pourrait s'étendre aux voisins de l'Irak. Les régimes sunnites de la région, comme l'Arabie saoudite, pourraient intervenir ; l'Iran le fait déjà par milices interposées et la Turquie n'accepterait pas qu'un État kurde se constitue à ses frontières. Bref, la guerre d'Irak pourrait se transformer en conflit régional généralisé.

Et l'administration américaine compte donc rester sur place. Elle a fait construire 55 bases militaires, dont quatorze sont dites « durables », réparties de façon à permettre un contrôle sur tout le pays. Parmi elles, cinq sont des « super-bases » permanentes, autosuffisantes, en train d'être achevées à l'écart des centres urbains, parfois au milieu du désert. En ce moment même, les États-Unis construisent à Bagdad leur plus grande ambassade au monde, plus de 40 hectares : 6 000 personnes devraient vivre, à terme, dans ce bunker.

Quel avenir pour l'Irak ?

Pour stabiliser la situation, il est possible que les États-Unis cherchent à faire rentrer dans la négociation la Syrie et l'Iran. Jusqu'à il y a peu, ces pays faisaient partie de l'« axe du mal » fustigé par Bush. Outre-Atlantique, on explique qu'il faudra peut-être bombarder l'Iran s'il ne renonce pas à la bombe atomique. Que les États-Unis soient prêts à une nouvelle barbarie, c'est possible : le gouvernement Bush compte suffisamment de va-t-en-guerre. Mais cela peut aussi relever du poker menteur. La Syrie et l'Iran ont, par le passé, été associés au maintien de l'ordre impérialiste dans la région. Pour se dégager du borbier irakien, les dirigeants américains peuvent être tentés de les associer de nouveau.

Le renversement de Saddam Hussein a en fait accru le poids de l'Iran. Et comme les États-Unis veulent se dégager du borbier irakien, ils peuvent s'appuyer sur l'Iran, à la manière dont, il y a 35 ans, ils s'étaient ainsi rapprochés de la Chine afin de trouver une solution au Vietnam. Et, plus récemment, l'exemple de la Libye du colonel Kadhafi montre qu'un régime naguère qualifié de « terroriste » peut redevenir fréquentable. De son côté, l'Iran aimerait rétablir des relations avec les pays occidentaux ; en 2003, les ayatollahs firent même aux États-Unis des propositions précises en ce sens,

offrant notamment de lâcher publiquement le Hezbollah libanais. Les États-Unis leur opposèrent alors une fin de non-recevoir ; mais la situation de l'armée américaine en Irak n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. Ce n'est pas simple, car s'accorder avec l'Iran ou avec la Syrie mécontenterait des alliés des États-Unis, comme l'Arabie saoudite ou la Turquie. Et surtout Israël, qu'ils ont toujours soutenu et dont ils savent qu'il ne leur fera jamais défaut.

La population américaine face à la guerre

Quant au peuple américain, que peut-il espérer ? Aujourd'hui, en majorité, il désapprouve la guerre en Irak et cela explique en bonne partie le succès des Démocrates aux élections de novembre 2006. Même les prétendants républicains à la Maison Blanche évitent de trop se montrer en compagnie des membres du gouvernement Bush ! Sur le fond, les Démocrates ne sont pas opposés à la politique de Bush – en 2003, la majorité des sénateurs de ce parti et une forte proportion de ses représentants ont voté pour l'intervention. Et encore en mai dernier, alors qu'ils ont maintenant la majorité au Congrès, ils ont voté les crédits demandés par Bush, y compris Hillary Clinton, la principale prétendante à la présidence. Cependant, ils sont moins directement marqués par la guerre que Bush ne l'est. Ils reviendront peut-être au pouvoir dans un an. Mais il ne faut pas compter là-dessus pour obtenir le retrait des troupes américaines.

Il y a aujourd'hui un mouvement contre la guerre ; il n'y a pas de manifestations d'une envergure comparable à celles des années 1960. Mais cela tient en partie à la nature de l'armée : à la différence de celle qui a été envoyée au Viêtnam, il n'y a maintenant pas de conscription, contre laquelle les étudiants se mobilisaient massivement. Ce sont des engagés, issus des milieux populaires, pour lesquels l'armée est le moyen de gagner sa vie. C'est aussi, de plus en plus, une armée d'immigrés qui ne sont pas américains, voire qui n'ont pas de titre de séjour, car l'engagement permet d'obtenir la citoyenneté pour sa famille et pour soi-même, fût-ce à titre posthume. Il y aurait ainsi aujourd'hui au moins 70 000 soldats étrangers enrôlés.

Faute de conscription, l'armée risque cependant de ne pas disposer des effectifs suffisants. Et bien qu'elle engouffre les sommes colossales que nous avons évoquées, elle a en effet de plus en plus de mal à trouver les hommes qu'il lui faut. Elle a largement fait appel à la Garde nationale et à la Réserve ; elle a étendu de douze à quinze mois la durée maximale au combat prévue par ses propres règlements ; elle fait ce qu'elle n'avait jamais fait au Viêtnam, à savoir renvoyer les mêmes soldats sur place pour une deuxième, une troisième, voire une quatrième période de combat ; elle a augmenté les primes d'engagement et de réengagement ; elle fait d'énormes efforts de recrutement – mais cela ne suffit pas. D'où le recours de plus en plus important aux mercenaires privés. C'est en premier lieu parmi les Noirs que cette désaffection s'est fait sentir – alors que les Noirs représentaient 23 % des recrues de l'armée en 2001, ils n'en représentent plus que 13 % : la population noire est opposée à la guerre à plus de 80 %. Mais cette

désaffection touche de plus en plus l'ensemble de la population. Nombre des soldats viennent des petites villes et des campagnes de l'Amérique profonde où la guerre est devenue très impopulaire et où, parfois chaque semaine, des gens, souvent liés à des soldats, se rassemblent pour protester. Alors qu'il avait fallu près de sept années de guerre et 20 000 morts américains pour qu'une majorité de la population s'oppose à la guerre du Viêtnam, il n'a pas fallu deux ans pour que l'opposition à la guerre en Irak atteigne ce seuil. Cette protestation reste dispersée ; elle pourrait être unifiée s'il y avait un parti qui en fasse sa politique.

Ce n'est pas le choix du parti démocrate, bien au contraire. Aucun des différents prétendants à la Maison Blanche ne s'engage au retrait complet et rapide des troupes américaines ; par exemple, Hillary Clinton explique qu'« *il y a en Irak des enjeux vitaux pour la sécurité nationale qui [exigent] la poursuite ininterrompue du déploiement de troupes américaines* ». Barack Obama, autre prétendant démocrate, dit de son côté qu'il faut trouver une solution politique pour se retirer d'Irak – ce qui n'engage à rien – et qu'il faut accroître la taille de l'armée, désormais trop petite, et continuer de soutenir Israël.

Quant au gouvernement Bush, s'il est embarrassé, la vie de quelques dizaines de soldats chaque mois ne pèse pas lourd dans la balance de ses décisions. L'impérialisme américain peut supporter, pendant encore des années, l'état de guerre actuel.

La seule constante dans sa politique a été de piller ce qui pouvait l'être et de considérer des peuples comme les Afghans ou les Irakiens comme des pions dans des luttes d'influence et d'intérêts où leur sort ne comptait pas. Alors, nous ignorons l'avenir de ces deux pays. Mais en tant que militants communistes d'un pays impérialiste, notre première revendication, c'est « troupes impérialistes hors d'Irak et d'Afghanistan ! »

Qui, de la bourgeoisie capitaliste ou du prolétariat, dirigera les États-Unis ? Une question décisive pour toute l'humanité

Même si, un jour ou l'autre, une solution politique était trouvée pour l'Irak, l'impérialisme engendrera d'autres guerres. Au début du XX^e siècle, la domination des États-Unis se limitait à leur arrière-cour. Entre les deux guerres, la Grande-Bretagne leur disputait encore la suprématie. De 1945 à 1990, l'existence de l'URSS demeurait un contrepoids. Aujourd'hui, les États-Unis sont devenus en fait la seule superpuissance. Ils ont des bases sur les cinq continents, des bateaux de guerre sur tous les océans. Ils écrasent les autres puissances de leur supériorité militaire. Ils sont les principaux gendarmes de l'ordre impérialiste. Bref, ils sont le principal frein à une transformation de la société.

Mais les États-Unis ce n'est pas que cela. Non seulement ils constituent la plus grande puissance capitaliste mais aussi celle où le capitalisme est arrivé au maximum de ses possibilités, où il a fait le mieux qu'il pouvait faire. Les États-Unis sont en tête de la recherche dans tous les domaines scientifiques. Ils dominent tous les secteurs de pointe, de la médecine ou de l'informatique aux biotechnologies ou à l'aérospatiale. Aucun autre pays n'a atteint le niveau de leur développement.

Ces ressources formidables, cette puissance technique et scientifique sont aujourd'hui au service de la classe capitaliste, qui vise à soumettre les populations du monde entier à sa dictature. Aujourd'hui l'ingéniosité, la technique américaines sont utilisées pour le pire.

Et en même temps, si elles étaient utilisées pour le meilleur, elles pourraient être porteuses d'énormes progrès. Les États-Unis restent un pays qui représente l'avenir de l'humanité, du point de vue technique et scientifique. Trotsky écrivait déjà en 1939 : « *La république nord-américaine a été plus loin que les autres dans le domaine de la technique et de l'organisation de la production. Ce n'est pas seulement l'Amérique, c'est toute l'humanité qui bâtira sur ces fondations.* »

Personne ne peut deviner comment, dans quelles circonstances, renaîtra un mouvement prolétarien révolutionnaire. Personne ne peut deviner comment pourrait survenir une nouvelle vague révolutionnaire, comparable à celle qui, dans les années 1917-1920, a posé la candidature du prolétariat à la direction de la société face à la bourgeoisie capitaliste. Mais si la vague révolutionnaire pourrait partir de n'importe quelle région de la planète, elle ne pourra définitivement l'emporter, c'est-à-dire jeter les fondements d'une nouvelle organisation sociale sans exploitation, c'est-à-dire une société communiste, qu'à condition de l'emporter aux États-Unis.

Les États-Unis sont le centre mondial du capitalisme et le communisme ne pourra se bâtir que sur leurs fondations. Savoir donc qui, de la bourgeoisie ou

du prolétariat, dirigera les États-Unis, est une question décisive non seulement pour ce pays mais pour toute l'humanité. Il n'y aura pas de révolution socialiste victorieuse sans révolution américaine. Et il n'y aura pas de socialisme mondial sans socialisme américain ! Alors à bas l'impérialisme américain, mais aussi vive la classe ouvrière américaine et vive les États-Unis socialistes d'Amérique !